le BIMSA

LE BULLETIN D'INFORMATION DE LA MSA | DÉCEMBRE 2021– JANVIER 2022

218

DOSSIER

Mal-être en agriculture

Agir ensemble contre le suicide

P. 15

TERRITOIRES

Le Mené

À l'école du bien manger

P. 08

ENJEUX

Agissons pour la ruralité

À l'écoute des territoires

P. 12

RENCONTRES

Journée bilan en MSA Poitou

Avenir en soi : c'est du velours !

P. 24

Mensuel/N° 218 - Décembre 2021 - Janvier 2022

édito

Confiant en nos valeurs et en notre mission envers le monde rural

Les pouvoirs publics s'étaient engagés de longue date à revaloriser le montant des petites retraites agricoles. La MSA se félicite que cet engagement se concrétise enfin avec l'entrée en vigueur de la loi du 3 juillet 2020, dite loi Chassaigne, qui porte de 75 à 85 % du Smic net le minimum de pension des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole ayant eu une carrière complète. Elle s'applique sur les pensions de novembre 2021, avec un premier paiement en décembre.

Une autre proposition de loi (Chassaigne 2) a été examinée et votée par le Sénat le 9 décembre pour augmenter de 100 euros par mois en moyenne, la pension des conjoints et des aides familiaux. Cette nouvelle mesure entre quant à elle en vigueur au 1er janvier 2022.

Autre motif de satisfaction : la confiance renouvelée des pouvoirs publics en la MSA pour assurer un rôle majeur dans la prévention du mal-être en agriculture, thème de notre dossier du mois. Dans sa feuille de route rendue publique en novembre, le gouvernement souligne le travail que nous avons engagé depuis longtemps en la matière. Forts de notre proximité avec la population agricole, nous continuerons de nous mobiliser, avec tous nos partenaires, pour la détection et la prise en charge des personnes en situation de détresse.

Une fois encore, nous entamons une année porteuse d'incertitudes mais aussi de défis et d'espérances. Une année électorale qui plus est, au cours de laquelle la MSA fera entendre sa voix car l'avenir de la protection sociale et les enjeux sur la ruralité seront des thèmes majeurs lors des débats des candidats à la présidentielle. J'aborde 2022 avec une conviction sans faille pour notre mission envers le monde rural et avec la même confiance dans nos valeurs et dans les collaborateurs et les élus qui les font vivre. À tous, j'adresse mes vœux les plus chaleureux.

Pascal Cormery, président de la MSA

ACTUALITÉS

En régions
P. 03

Vie de l'institution
P. 06

En image
P. 07

TERRITOIRES

Le Mené
À l'école du bien manger
P. 08

ENJEUX

Agissons pour la ruralité
À l'écoute des territoires
P. 12

SUR LE WEB

P. 14

DOSSIER

Mal-être en agriculture
Agir ensemble contre le suicide
P. 15

RENCONTRES

Journée bilan en MSA Poitou
Avenir en soi : c'est du velours !
P. 24

Île-de-France
Un coup de pouce aux futurs adhérents
P. 26

Santé sécurité au travail (SST)
Du coaching en milieu agricole
P. 28

Théâtre chanté
« J'suis pas vieux, j'suis vintage »
P. 30

Un chef en Marpa
Rêve en cuisine
P. 32

EN PRATIQUE

Indemnité inflation
Pour qui, pour quoi, comment ?
P. 34

Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole – 19 rue de Paris – CS 50070 – 93013 Bobigny Cedex – Tél. : 01 41 63 77 77 – www.msa.fr – **Le Bimsa :** dépôt légal à parution – CPPAP : 1026M05851 – ISSN : 1298-9401 – **Directeur de la publication :** François-Emmanuel Blanc – **Comité d'orientation :** Pascal Cormery; Philippe Moinard; Annie Aublanc ; Didier Cuniac ; Sabine Delbosc Naudan ; Thierry Girard ; Régis Jacobé ; Bernard Simon – **Rédacteur en chef :** Gildas Bellet – **Rédacteur en chef adjoint :** Franck Rozé – **Secrétaire de rédaction**: Fatima Souab – **Rédacteurs :** Frédéric Fromentin; Marie Molinario; Alexandre Roger – **Maquettiste :** Delphine Levasseur – **Conception :** agence La Suite & Co – **Administration et abonnements :** Tél. : 01 41 63 73 31 – **Abonnement** 1 an: 11,60 € – **Imprimeur :** Agir Graphic – BP 52207 – 53022 Laval cedex 9 – www.agir-graphic.fr – **Couverture :** © Franck Beloncle/CCMSA Image – **Édito :** © Patrice Maurein/CCMSA Image

La reproduction d'articles du Bimsa est subordonnée à une autorisation préalable

Le Bimsa est imprimé sur du papier certifié PEFC.

Charentes

Une entreprise agricole adaptée

Après l'appel à projets Inclusion & Ruralité, l'institut médico-éducatif Fraineau, en partenariat avec la MSA des Charentes, a créé Escale EmmA, une entreprise adaptée qui accompagne les travailleurs handicapés avec les entreprises agricoles du Cognaçais (viticulture et espaces verts). Sept jeunes adultes sont employés dans cette structure.

59 753

seniors ont participé à une action collective de prévention MSA en 2020.

Maine-et-Loire

Le diabète en question

Le thème «Le diabète : le connaître, l'éviter, le soigner» a réuni une soixantaine de personnes le 16 novembre à Saint-Macaire-en-Mauges. Lors de cette conférence, organisée par onze délégués MSA du comité local Cholet1 Sèvremoine, sont intervenus le Dr Séverine Dubois, diabétologue et coordinatrice de l'association Remmedia 49, Anaïs Legros, diététicienne, et Anthony Chauviré, enseignant en activités physiques adaptées. Le public a posé des questions sur l'alimentation et les exercices à réaliser. Le maître-mot du médecin est de *« ne pas culpabiliser »* si on craque sur du chocolat ou si, un jour, on n'a pas envie de marcher. À l'issue de la soirée, les participants ont exprimé le souhait de disposer d'autres informations, de profiter d'ateliers cuisine. Info complète sur notre site.

© DR

Poitou

Le maintien en emploi fait son cinéma

La MSA Poitou a répondu il y a un an à un appel à projets Innovation de l'Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (Agefiph) concernant la prévention de la désinsertion professionnelle et sociale. Elle en est l'un des 15 lauréats (sur 166 propositions reçues). Sa volonté : créer une mini-série, humoristique et informative, sur le maintien en emploi ; rendre plus lisibles les dispositifs et acteurs de la lutte contre la désinsertion professionnelle ; aider les personnes à s'identifier précocement en risque de désinsertion ; permettre de parler des craintes, des a priori, des doutes… ; sensibiliser et outiller les professionnels ainsi que les employeurs de petites et moyennes entreprises ayant un salarié qui rencontre des ennuis de santé rejaillissant sur son emploi.

C'est à partir d'interviews de ressortissants agricoles concernés (salariés, exploitants, employeurs) et de professionnels spécialisés (médecin-conseil, médecin du travail, infirmiers santé au travail, conseiller en prévention des risques professionnels, travailleurs sociaux spécialisés santé, Cap emploi) que les scénarii des épisodes ont été élaborés. Tournés avec des professionnels locaux (compagnie Quiproquos et agence de communication digitale Momentum Production), ils abordent des sujets tels que la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé, l'annonce de l'invalidité, la reprise du travail après un long arrêt, la reconversion professionnelle…

Cette mini-série a été diffusée en avant-première le 15 novembre au cinéma Le Majestic de Neuville-de-Poitou, dans le cadre de la Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées. Une table ronde a ensuite réuni professionnels, témoins et équipe de tournage pour un temps d'échange avec les participants. Une quarantaine de partenaires étaient présents. Deux ciné-débats ont été organisés dans la même semaine, avec notamment Cap emploi et le régime général, auprès d'assurés et d'employeurs.

Les épisodes d'*Encore possibleS !* seront mis à la disposition de tous sur la chaîne YouTube de la MSA. Une initiative à faire connaître largement afin de sensibiliser et d'informer les personnes en risque de désinsertion professionnelle le plus en amont possible.

Pas-de-Calais

Quinzaine de la famille

© MSA Nord-Pas de Calais

La MSA Nord-Pas de Calais a participé à la Quinzaine de la famille organisée par la communauté de communes des sept vallées et les partenaires locaux du 24 septembre au 6 octobre 2021.

Cet événement avait pour objectif de *« remobiliser parents et enfants, de créer du lien entre les acteurs du territoire et de fédérer un réseau autour d'un projet commun en faveur de la famille »*, précise Brigitte Catteau, travailleur social. Un programme d'activités gratuites et ouvertes à tous a été proposé sur les communes du Ternois : ateliers parents enfants autour du cirque, du numérique, activités sportives, stands d'informations et d'échanges, etc. La MSA a participé au dynamisme partenarial en faveur des habitants sur ce territoire très rural, constitué de 69 communes sur lequel vivent plus de 30 000 personnes.

Un stand d'information tenu par Brigitte Catteau et Cécile Descamps, travailleurs sociaux, a suscité l'intérêt de nombreux visiteurs et partenaires. *« Nous avons également conduit un atelier sur le recueil de la parole des familles et la réalisation d'une fresque : une vingtaine d'enfants ont participé au coloriage pendant que les parents échangeaient sur le thème de la parentalité »*, ajoute Cécile Descamps.

De son côté, l'équipe de la vie mutualiste a proposé une animation sur l'alimentation en présence d'une diététicienne et des élus du comité Canche-Authie : Marie-Yvonne Verdure, administratrice, Jean-Jacques Confrère, président de l'échelon local, et Romain Ligniez, vice-président.

Seine-Maritime

Une France services à Londinières

***« Permettre à chaque citoyen, quel que soit l'endroit où il vit, d'accéder aux services publics et d'être accueilli dans un lieu public par des personnes formées et disponibles pour effectuer les démarches du quotidien, voilà toute la raison d'être d'une France services ! »*, déclare Grégoire Petit, président de la MSA Haute-Normandie, en ouverture de l'inauguration de celle de Londinières, le 18 novembre 2021. Des paroles qui résument parfaitement le rôle de cette structure au sein des territoires ruraux. Ouvert depuis juin et récemment labellisé par l'État, cet espace est implanté au sein du centre médico-social de la commune. Pour l'événement, sont également présents Bertrand Bellanger, président du département, Pierre-Henri Durand, préfet de région, Armelle Biloquet, présidente de la communauté de communes de Londinières, et Sébastien Jumel, député.**

© MSA Haute-Normandie

Déjà fort de son réseau de 400 délégués cantonaux et de ses agences en Haute-Normandie, le régime de protection sociale agricole continue ainsi de proposer un service de proximité à ses adhérents et *« aux habitants des territoires ruraux qui ont demandé à être entendus face au sentiment d'isolement qu'ils ressentent »*, complète Grégoire Petit. Ceci grâce à *« une collaboration étroite entre l'État, la MSA, le département et la communauté de communes,* précise Armelle Biloquet. *Trois agents d'accueil dont une mise à disposition par la MSA, issus du territoire, accueillent et renseignent avec professionnalisme les usagers. »* Trois ambitions ont été atteintes avec la création de cet espace : meilleure accessibilité des services publics pour tous ; plus grande simplicité des démarches administratives ; qualité de service renforcée.

Sur le web
Plus d'informations régionales
lebimsa.msa.fr

© MSA du Limousin

Limousin

Le pire et le meilleur à portée de clics

Proposée par la MSA du Limousin, une journée de prévention a été organisée le mardi 16 novembre au lycée agricole des Vaseix, à Verneuil-sur-Vienne, sur les dangers d'Internet, des réseaux sociaux, du cyberharcèlement et de l'addiction aux jeux vidéo.

Bernard Couquet, investigateur en cybercriminalité à la police judiciaire de Limoges, et Pascal Néquier, infirmier au centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) Bobillot Limoges, ont animé un atelier d'échanges auprès des élèves de Première professionnelle.

Dans le cadre de sa politique de prévention santé, la MSA a souhaité aborder ce sujet d'actualité dans tous les établissements d'enseignement agricole. Une action a été également programmée fin novembre à la Maison familiale rurale (MFR) Périgord-Limousin, site de Beynac, en région Nouvelle-Aquitaine.

Objectifs : amener les jeunes à réfléchir à leurs propres comportements et sensibiliser aux problématiques du harcèlement et du cyberharcèlement. Les élèves des classes de Première conduite et gestion de l'entreprise agricole, services aux personnes et aux territoires, sciences et technologies de l'agronomie et du vivant, agricole maréchal-ferrant et généraliste ont pu à tour de rôle participer à l'échange animé par les intervenants et à un atelier de création d'affiches.

La rencontre s'est poursuivie avec le spectacle *Bouche cousue* proposé par la compagnie théâtrale La Mécanique de l'instant, mettant en scène Jeanne, collégienne brillante et assez réservée, qui subit les moqueries et les vexations de certains de ses camarades. À la fin de la représentation, les jeunes ont été sollicités pour exprimer leurs réactions sur le ressenti des situations subies par l'héroïne. C'est avec beaucoup de brio qu'ils se sont prêtés à un jeu d'improvisation pour permettre à Jeanne de sortir de sa situation difficile [voir article sur le mal-être et le harcèlement en pp. 20-21]

Maine-et-Loire

La sécurité, un élément de réussite

© DR

Après l'appel à projets de la préfecture de Maine-et-Loire au titre du plan départemental d'actions de sécurité routière, la MFR La Rousselière a proposé une action de sensibilisation aux risques routiers professionnels agricoles. Cette semaine de la sécurité auprès des jeunes des classes de 4e de l'enseignement agricole et de baccalauréat professionnel agricole par alternance et apprentissage s'est traduite par différentes actions fortes.

Dès la rentrée, les jeunes ont découvert la conduite d'engins agricoles à partir d'un simulateur loué à la chambre d'agriculture de Nîmes. Ils ont testé de façon ludique les premières manœuvres sur grand écran puis se sont initiés à la conduite de tracteurs sur les terrains de l'établissement. Une mise en situation associée à une partie théorique sur la sécurité des engins agricoles sur route (obligation, gabarit, vitesse…), avec une intervention du service prévention de la MSA de Maine-et-Loire. Les jeunes peuvent compléter leur formation avec leur maître de stage pour les manœuvres avec matériel attelé et réaliser avec lui l'évaluation des risques professionnels dès les premiers jours dans l'entreprise.

La MSA a également souhaité participer au financement de cette opération. Yvon Mousseau, vice-président, a remis officiellement un chèque de 1 430 € à Martine Gendron, vice-présidente de l'association Maison familiale rurale de Montreuil-Bellay. La sécurité est un élément important dès le début de la formation car plus de 70 % des jeunes qui s'inscrivent aujourd'hui dans des projets agricoles ne sont pas issus de ce milieu : *« Il est donc important de leur faire prendre conscience que la réussite passe dans un premier temps par la sécurisation du parcours de chacun des apprenants »,* souligne Anatole Micheaud, directeur de la MFR.

Noël pour tous

À l'approche des fêtes de fin d'année, le dispositif MSA Solidaire a été réactivé et le partenariat avec le Secours populaire français renouvelé pour offrir aux enfants, jeunes, familles, personnes âgées ou isolées, la possibilité de fêter Noël et la nouvelle année dans la dignité. À travers plus de 200 points de collecte, salariés, délégués et ressortissants ont été invités à réaliser un don de jouets ou de denrées alimentaires festives non périssables au Secours populaire pour les familles en difficulté. 20 600 dons ont été effectués, et 39 000 euros ont également été récoltés.
https://msa-solidaire.msa.fr/

12,5

milliards d'euros de prestations versées aux salariés agricoles en 2020.

Retraites agricoles

Le Sénat a adopté, le 9 décembre 2021, la proposition de loi déposée par le député André Chassaigne pour une revalorisation des pensions de retraite des conjoints et des aides familiaux. Pour augmenter ces retraites, le montant de la pension majorée de référence (PMR) est aligné sur celui des chefs d'exploitation (soit 713 euros au 1er janvier 2022). En outre, le statut de conjoint collaborateur est limité à cinq ans pour encourager les personnes concernées à privilégier un statut socialement plus protecteur (co-exploitant, salarié). Plus d'info : www.msa.fr

© Téo Lamié/CCMSA Image

Plan santé-sécurité au travail 2021-2025

Il vise à soutenir les exploitants, les entreprises et les salariés des métiers de l'agriculture qui s'inscrivent dans un contexte de développement, de changements et de crises. Ce plan santé-sécurité au travail (SST) s'appuie sur l'efficacité du guichet unique du régime agricole à travers la mobilisation des compétences multidisciplinaires des acteurs. Il permet également aux équipes SST de renforcer le développement de la prévention des risques professionnels et l'amélioration des conditions de travail, notamment à travers la prévention du mal-être et de la désinsertion professionnelle.

Sont privilégiés les accompagnements en prévention primaire et une approche systémique, orientée sur l'activité de travail. Il s'articule autour d'actions «incontournables», déployées sur tout le territoire, et d'«ambitions» qui répondent à des besoins locaux et à des initiatives collectives territoriales.

Il est développé autour de trois axes : agir pour préserver la santé dans l'activité de travail, en poursuivant les actions de prévention de tous les risques et les situations qui peuvent compromettre à court, moyen ou long terme, la capacité des personnes à rester en activité : troubles musculosquelettiques (TMS) et/ou troubles psychosociaux (TPS), utilisation des machines, accidents de chutes de hauteur, employabilité des actifs agricoles, etc.

Deuxième volet : accompagner les projets et les transitions. Dans un contexte de profonde mutation de l'agriculture, la MSA entend développer la prévention primaire concernant la conception et l'aménagement des lieux de travail, des matériels et des organisations.

Dernier axe : développer la relation de service, pour ouvrir largement la possibilité d'innover en matière de prévention à partir des attentes exprimées par les entreprises, les salariés et les filières sur les territoires. Grâce à son guichet unique, à sa capacité d'écoute et de construction partagée avec les adhérents et partenaires locaux, régionaux, nationaux, le régime agricole mettra en œuvre des actions de prévention alliant santé, activité, performance, qualité, développement durable et responsabilité sociétale.

Sur le web
Ce nouveau plan est accessible à partir du lien :
https://ssa.msa.fr/a-propos/

Professionnels et bénévoles découvrent la malle d'Eugénie Gillet, animatrice de Rosali, le service d'animation à la vie sociale des seniors : cartes, balles, photos... des petits objets qui servent de médiateurs entre l'accompagnant et la personne âgée, permettant d'engager une conversation, de raviver des souvenirs.

© MSA Berry-Touraine

EN IMAGE

Indre | 9 novembre

Du lien social pour la santé

Intervenants en établissements ou au domicile des personnes âgées, en prévention, responsables de secteur, bénévoles, travailleurs sociaux, élus, services civiques seniors solidarité... 31 professionnels du territoire de la Brenne ont répondu à l'invitation de la MSA Berry-Touraine, du contrat local de santé du parc naturel de la Brenne, de l'espace de vie sociale Kaléidoscope, du planning familial de l'Indre ainsi que de la mairie de Martizay et de Malakoff Humanis pour une formation «Animation, lien social et santé pour les seniors, quel lien ?». Une journée d'échanges de pratiques afin de prévenir la perte d'autonomie en luttant contre l'isolement social, mais aussi pour mieux se connaître. C'est l'un des objectifs du service d'animation à la vie sociale des seniors, Rosali, créé en début d'année par Kaléidoscope. Après un débat avec un psychologue sur les représentations de la vieillesse en France et dans le monde, les participants ont tourné sur quatre ateliers en petits groupes. Ils ont parlé intergénérationnel avec Kaléidoscope, et son projet Défi'Frip, spectacle réunissant lycéens et retraités ; animations du quotidien avec Rosali, réalisables grâce à de simples outils qui permettent d'amorcer un dialogue ; santé affective et sexuelle des seniors avec le planning familial de l'Indre ; activités physiques adaptées avec une éducatrice sportive en Ehpad, pour favoriser la motricité et la mémoire. Chacun est reparti avec le plein d'idées et un carnet d'adresses rempli. Une bonne façon de prendre un peu de recul après cette période difficile. Désormais, ils savent également qu'ils peuvent compter sur Rosali pour les accompagner.

Les familles de ce territoire rural du centre Bretagne se sont retrouvées lors d'un grand forum sur la nutrition pour découvrir, ou redécouvrir, de bons produits locaux.

Le Mené

Á l'école du bien manger

En novembre, les équipes et les élus de la MSA d'Armorique sont allés à la rencontre des élèves d'école primaire de la commune du Mené, dans les Côtes-d'Armor, pour parler alimentation. Des ateliers ludiques pour les sensibiliser à son impact sur la santé et mieux connaître ce qu'ils mangent au quotidien, du champ au rayon des supermarchés.

© Marie Molinario/Le Bimsa

188
élèves dans 8 classes.

© Marie Molinario/Le Bimsa

Anne-Gaëlle Herrou,
infirmière à la MSA d'Armorique.

« Je prends celle-là car il y a un petit éléphant dessus, c'est plus joli ! » Lorsqu'il s'agit du goûter des enfants, les marques redoublent d'imagination pour attirer les petits consommateurs. Mais qu'est-ce qui se cache derrière ce petit éléphant ? Sucres, matières grasses mais aussi produits laitiers, féculents, protéines… Avant de bien comprendre une liste d'ingrédients, les élèves de CM1 et CM2 du Gouray revoient les bases de la nutrition avec Anne-Gaëlle Herrou, infirmière à la MSA d'Armorique, lors de deux ateliers d'1 h 30 chacun : pyramide alimentaire, catégories d'aliments et leurs bienfaits, menus équilibrés, décryptage d'étiquettes, saisonnalité, produits locaux… Objectif : adopter de bonnes pratiques dès le plus jeune âge, savoir ce qu'on mange et ce qu'on achète.

Cette initiative est lancée dès 2016 par deux groupes d'élus de la MSA d'Armorique, qui réfléchissent à des actions autour de la nutrition. Très vite, émerge l'idée d'intervenir auprès d'élèves qui seront très bientôt confrontés au collège aux choix du self-service. L'animation est déclinée dans les écoles depuis 2017. Catherine Aveline, élue sur l'échelon local de Plénée-Jugon, souhaite la mettre en place sur la commune du Mené en 2019. Un territoire du centre Bretagne dont les caractéristiques en font une cible particulière : sur ce regroupement de sept communes rurales, en zone d'éducation prioritaire, les statistiques de la MSA mettent en évidence une prévalence des affections de longue durée. Celle concernant les maladies cardio-vasculaires chez les 45 ans et plus relevant du régime agricole se situe à 19,5 %, contre 16,9 % au national. La nutrition, la prévention et la promotion de la santé sont des axes prioritaires du contrat local de santé de Loudéac Communauté ainsi que du programme régional de santé.

Les établissements scolaires et les enseignants de la commune adhèrent tout de suite au projet, fixé pour l'automne après un arrêt face à la pandémie. Seize interventions ont ainsi lieu du 8 au 16 novembre dans huit classes. *« Lors du premier atelier, les élèves sont un peu timides,* raconte Annie Bertrand, animatrice du réseau des élus. *Ils nous parlent de légumes, de viande… Et puis on les interpelle : "Soit vous êtes des enfants parfaits, soit il y a*

De la cantine au self

Nous avons ciblé les enfants de CM1 et CM2 en écoles rurales car lorsqu'ils arrivent en 6e, ils passent de la cantine au self. L'idée est de leur faire comprendre l'importance d'un bon comportement alimentaire sur la santé, qu'ils deviennent un peu autonomes. Et c'est dans l'enfance qu'on acquiert les bonnes pratiques, les bons réflexes, tout en se faisant plaisir, c'est important. Certains ont déjà étudié la pyramide alimentaire, qui est au programme, d'autres pas encore. Aucune intervention n'est semblable à une autre, on s'adapte à chaque fois. Mais le message reste le même. Avec la lecture des étiquettes, on essaie aussi de leur faire prendre conscience de ce qu'il y a vraiment dans les produits. Et ça marche, je le vois avec ma fille qui a eu le même genre d'intervention et qui me disait : *« J'ai mangé du Nutella hier, aujourd'hui, je vais prendre une pomme !»* Ce sont des petites choses comme ça. Au-delà, on touche aussi les parents. Avec le livret de recettes, ils pourront avoir le plaisir de cuisiner et de goûter de nouveaux aliments avec eux. Face à des enfants de cet âge, on reste sur le basique. Pour pousser plus loin, avec des lycéens par exemple, l'intervention d'un(e) nutritionniste est plus indiquée car ils ont des questions plus précises.

Catherine Aveline, élue MSA, a expliqué son métier d'éleveuse aux élèves de l'école publique Croquelien, au Gouray, le 16 novembre : du soin des vaches jusqu'à leurs papiers d'identité, le passeport bovin. *« On y trouve leur numéro, qui correspond à la boucle, " FR ", pour le pays, le numéro du département, puis son numéro de cheptel. Derrière il y a son sexe, sa race et sa date de naissance. »*

Photos : Marie Molinario/Le Bimsa

Les visiteurs découvrent les étapes de fabrication du beurre avec l'association bretonne Aux goûts du jour.

Forum alimentation et activité physique

Vélo baratte à beurre, recette moléculaire à base d'algues, pâte à tartiner maison, jeu de l'oie ou des cinq sens… Les animations allaient bon train à la salle Mosaïque de Collinée le 20 novembre lors du grand forum initié par l'équipe de la vie mutualiste de la MSA d'Armorique avec la particpation de nombreux partenaires. Un format que la caisse compte reprendre à d'autres occasions. Près de 150 visiteurs sont venus s'essayer à la fabrication du beurre salé, répondre au questionnaire pour gagner des lots, mais surtout s'informer sur les recommandations du programme national nutrition santé avec les équipes de prévention de la MSA ou découvrir les produits locaux avec les délégués du territoire. Objectifs : lever les freins à une alimentation équilibrée, promouvoir et encourager la pratique d'une activité physique à tous les âges de la vie, notamment grâce aux conseils de Justine Réthoré, diététicienne, qui a tenu deux conférences. Pour Marie Abaziou, responsable du département prévention santé, il s'agit *« de faire évoluer les habitudes de consommation. En avoir conscience, c'est une chose, mais le traduire concrètement au quotidien sur les repas, ce n'est pas évident. »* Et le cidre alors ? Comme toute boisson sucrée ou alcoolisée, l'important, c'est de ne pas en abuser !

7

élus MSA sont intervenus en classe.

© Marie Molinario/Le Bimsa

Yvon Recoursé,
administrateur à la MSA d'Armorique, agriculteur à la retraite.

d'autres choses que vous mangez ?" Là bien sûr on arrive aux burgers, aux frites, aux bonbons ou à la pâte à tartiner. Au fur et à mesure qu'ils citent des aliments, l'infirmière les note au tableau et les rassemble en fonction de la pyramide alimentaire. Nous leur proposons ensuite de constituer une journée idéale et équilibrée en petits groupes à l'aide de magnets. » En fin d'atelier, chacun présente le résultat de son travail, agrémenté de conseils de l'infirmière. *« C'est là qu'on se rend compte des habitudes de vie, des aliments que les familles peuvent produire chez elles notamment,* constate Annie Bertrand. *Ici, dans nos campagnes bretonnes, c'est assez habituel de boire du cidre par exemple, même pour les enfants. »*

Du champ à l'assiette

Et pour parler de production justement, les équipes de la prévention santé et de la vie mutualiste sont accompagnées d'élus agriculteurs, qui font découvrir aux enfants leur métier lors du deuxième atelier. *« C'était une première pour moi, j'ai été agréablement surprise !,* avoue Catherine Aveline, éleveuse bovin-lait. *Les enfants sont très réceptifs, à l'écoute, ils posent plein de questions… Et pas des plus simples ! »* Comment fabrique-t-on le fromage ? Le beurre ? Combien de temps vit une vache ? *« Contrairement aux idées reçues, ils ne connaissent pas tellement plus l'agriculture que des citadins,* déplore Annie Bertrand, *y compris parfois des enfants d'exploitants, qui ne vivent plus forcément sur la ferme. »*

Côté nutrition, après le décryptage des étiquettes et d'une liste d'ingrédients, les élèves découvrent de manière ludique les fruits et légumes de saison et locaux, afin d'éveiller la curiosité de nos petits cuisiniers en herbe. Le saviez-vous ? Le kiwi, la patate douce et même l'ananas aiment le climat tempéré de la Bretagne (oui oui !). Et pour stimuler les papilles en famille, un livret de recettes leur est remis. Afin de clôturer le projet, tout le monde a été invité à un grand forum organisé le samedi 20 novembre, avec de nombreuses animations (voir ci-contre).

« Il n'y a pas d'interdits ! », insiste Anne-Gaëlle Herrou. Manger de tout pour être en bonne santé, se faire plaisir, sans oublier de bouger, c'est le message principal qu'ont voulu faire passer les intervenants de la MSA afin de faire de ces futurs consommateurs des acteurs de leur santé.

Marie Molinario

Le centre Bretagne est un secteur souvent oublié.

La MSA y a toute sa place pour apporter de l'information, de la prévention à destination de tous puisque ce n'est pas uniquement réservé à nos ressortissants. En classe, je me suis d'abord présenté, j'ai expliqué mon métier de producteur de lait. Il y a eu des questions bien sûr. Certains enfants s'y connaissent parce qu'ils ont un tonton, un papi qui a été agriculteur, et puis d'autres demandent : c'est quoi une salle de traite ? C'est quoi un robot ? Et elles sont de quelle couleur tes vaches ? Il faut donc leur expliquer. Face à ce jeune auditoire, il vaut mieux éviter d'utiliser des termes trop techniques, et en tant que professionnel, ce n'est parfois pas facile ! C'est important que la profession soit présente pour expliquer ce qu'on fait. On a quand même l'une des agricultures les plus durables du monde ! Ce n'est pas nous qui le disons. Il s'agit d'informer les futurs consommateurs. Je leur ai parlé du respect de la saisonnalité ainsi que de l'origine des produits, que l'on peut trouver notamment grâce au symbole ovale « FR » suivi du département et du numéro d'usine. Je suis fier d'avoir participé à cette action. Il faut aller vers les gens, sortir de son confort. »

© Mathieu Le Gall ; Juliette Jem/CCMSA Image

Agissons pour la ruralité
Á l'écoute des territoires

Pour clôturer les ateliers de la convention citoyenne pour la ruralité, deux rendez-vous ont eu lieu à Tours et à Landerneau en novembre. Au programme, l'offre de soins en milieu rural et le développement de l'emploi agricole. Forte des idées recueillies lors de six rencontres en régions et sur la plateforme ouverte sur Internet, la MSA publiera un manifeste lors du prochain Salon international de l'agriculture.

Améliorer le parcours de soins

Le constat est implacable : la désertification médicale s'accroît. Près de 6 millions de Français n'ont pas de médecin traitant, selon les derniers chiffres de l'Assurance-maladie. Aujourd'hui, lorsque quatre praticiens partent à la retraite, seuls deux les remplacent, avec un temps médical réduit. *« Quand un médecin n'est pas remplacé, c'est entre 1 500 et 2 000 citoyens qui se retrouvent sur le carreau »,* assène Dominique Dhumeaux, vice-président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF). Le 8 novembre, il parraine le cinquième atelier de la convention citoyenne pour la ruralité organisée, à Tours, par la MSA Berry-Touraine. En compagnie d'une soixantaine de représentants de collectivités locales, professionnels de santé et élus MSA, ils échangent sur le thème : «Quels outils pour faciliter le parcours de soins en milieu rural ?»

« Le nombre de territoires touchés explose, continue le maire de Fercé-sur-Sarthe, *jusqu'à des zones qu'on imaginait encore préservées, banlieues, villes moyennes, zones littorales… Et ça va continuer à se dégrader. »* En Centre-Val de Loire, *« le Cher et l'Indre pointent aux 4e et 8e rangs des départements les moins bien dotés »,* rappelle Régis Joubert, administrateur de la MSA Berry-Touraine. Avec des conséquences en cascade sur tout le système de soins.

« Ce manque entraîne un effet domino qui déstabilise l'ensemble du processus et met à mal notre système de santé, assure Dominique Dhumeaux. *Les personnes non suivies n'ont d'autres solutions que de se tourner vers les services d'urgence, sursollicités et, de ce fait, sous-dotés en personnel à tel point qu'ils ferment quasiment un jour sur deux et toutes les nuits dans certains départements. Résultat : la capacité de l'équipe Smur [Structures mobiles d'urgence et de réanimation] est limitée, les sapeurs-pompiers, les ambulanciers privés mettent deux fois plus de temps… Les chances de survie sont impactées. »* Pour évaluer cet impact, l'AMRF a diligenté une étude démontrant qu'en milieu rural, l'espérance de vie est de 2,1 ans de moins qu'en ville pour les hommes et 0,9 an pour les femmes (chiffres 2018). Un écart qui ne cesse de se creuser depuis trente ans.

Quelles solutions permettraient de faire face ? De nombreuses pistes pour tenter d'amortir le choc sont explorées au cours de la rencontre, la plupart déjà en voie de déploiement comme la fin du numerus clausus, le nouveau diplôme

d'infirmier en pratique avancée, l'ouverture d'actes médicaux pour certains professionnels, la téléconsultation, l'optimisation du temps médical, le développement des infrastructures et dispositifs de mobilité, de la prévention et l'éducation en santé, le décloisonnement des différents services publics pour faciliter le repérage… Un axe majeur ressort des discussions : les modes d'exercice collectif, à l'image des maisons de santé pluridisciplinaires (MSP) et des communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS), qui associent des acteurs dans un esprit commun au sein d'un même centre et au profit d'un territoire donné. Une solution qui rassure les praticiens et permet aux jeunes installés de se sentir en sécurité pour exercer et de s'appuyer sur leurs pairs. À Tours, les différents témoignages le confirment.

Impliquée depuis de nombreuses années, la MSA a notamment aidé à l'élaboration de plus de 100 MSP, d'une dizaine de CPTS ainsi que de 241 hôpitaux de proximité. *« Nous essayons d'être le chaînon manquant dans la mise en œuvre des portages de projets,* explique François-Emmanuel Blanc, directeur général de la CCMSA, lors de la table ronde du 8 novembre. *La grande difficulté à laquelle se trouve confronté un décideur public, ce n'est pas tant l'idée que la réalisation concrète. Nous disposons de spécialistes de l'ingénierie de projet répartis sur tout le territoire national au service de ceux qui veulent faire afin d'aider à assembler ces solutions au bénéfice des populations. »*

Autre piste qui semble faire ses preuves, celle du salariat. Cité en exemple, le département de Saône-et-Loire qui, face au départ en retraite imminent de la moitié de ses généralistes et après une longue enquête pour comprendre leurs attentes, a créé, en 2018, un grand centre de santé qui les salarie aux 35 heures. Disposant de personnel administratif et de tout le matériel nécessaire, le projet attire. Aujourd'hui, le territoire compte 70 praticiens, dont 63 généralistes, répartis sur 6 centres et 22 antennes là où la demande est forte. Des réalisations concrètes et une volonté de travailler ensemble qui, malgré les précisions alarmistes, redonnent un peu d'espoir.

À Landerneau, des pistes pour l'emploi

« Aujourd'hui en Bretagne, en élevage, il faut quatre à six mois pour trouver un salarié permanent, lance Gilles Burel de l'Anefa du Finistère en ouverture de l'atelier qui se tient à Landerneau sur l'emploi et l'inclusion en milieu rural. *Voilà la réalité du marché du travail. Deux solutions alors pour l'employeur : soit il embauche quelqu'un et le forme directement lorsque c'est possible – s'il trouve un candidat ! –, soit il débauche. »* D'autant qu'on enregistre peu d'inscriptions dans les formations pour l'élevage, précise Isabelle Bloas-Dewu, directrice de l'Institut régional d'éducation ouvrière (Ireo) de Lesneven, école qui propose des formations de la 4e à la licence professionnelle, de la formation pour adultes et par l'apprentissage.

Face à ces tensions et à la pénurie de main-d'œuvre, représentants de la profession, parlementaires, élus locaux, acteurs de l'emploi, de l'enseignement agricole… ont été invités par Bernard Simon, président de la MSA d'Armorique, le 22 novembre, à échanger et réfléchir ensemble aux solutions à faire connaître ou à imaginer pour favoriser le développement de l'emploi en agriculture. Car, dans certaines filières, des producteurs pourraient cesser leur activité faute de salariés, ce qu'a souligné Pascal Cormery en prenant pour exemple la production d'asperge blanche en Indre-et-Loire ou celle de la fraise en Dordogne. *« Elles disparaîtront si on n'a pas la main-d'œuvre. C'est paradoxal avec 7 à 8 % de chômeurs. Nous devons nous interroger pour voir si nous sommes bien formés à la gestion de l'emploi. Nous devons aussi savoir attirer, donner de la motivation, rémunérer les salariés… »* Maryse Aïo, responsable sociale et sociétale des entreprises (RSSE) à la CCMSA, observe que cette pénurie a également un impact sur la santé des agriculteurs et des salariés déjà en poste. Elle fait état d'*« une expérimentation avec dix caisses de MSA sur les emplois agricoles. Nous réfléchissons sur leur attractivité : il faut préparer l'accueil, présenter l'activité, accompagner le parcours, informer sur les droits sociaux. Un employeur doit savoir recruter, accueillir, expliquer ce qui va être réellement demandé au salarié, assurer sa sécurité… »*

Michel Le Bot, délégué CFDT, insiste sur des difficultés de recrutement similaires dans l'agroalimentaire et la coopération agricole. Il estime qu'*« il est important de se requestionner sur le recrutement, l'accueil, la formation, la fidélisation, la pénibilité, la rémunération… Les meilleurs ambassadeurs sont les salariés : s'ils parlent positivement de leur emploi, ils donneront envie à d'autres ».* Pour lui, il faut aussi aller vers *« les prescripteurs que sont les enseignants – dès le collège – ou Pôle emploi pour montrer la réalité de nos métiers ».* Parmi les pistes évoquées pour favoriser le recrutement, celle de l'insertion, illustrée par Jean-Marie Minart, directeur de l'association Tildé, *« entreprise adaptée qui travaille quasiment exclusivement avec des pépiniéristes. Nous assurons un accompagnement socioprofessionnel auprès des personnes que nous embauchons et leur donnons une formation horticole ».* Autre voie : celle de l'emploi partagé, exposée par Anne Guéguaden-Levourc'h, productrice de lait et administratrice à Finistère remplacement et Partag'emploi, un groupement d'employeurs du département : « *Cela permet à un jeune de se former sur plusieurs exploitations. La mauvaise rémunération des producteurs de lait empêche d'offrir un emploi à plein temps à un salarié. Pourtant, nous avons besoin de souffler, prendre des congés, nous faire remplacer… »*

Une insuffisance du prix du lait également soulignée par Graziella Melchior, députée, l'une des trois parlementaires présents à cette rencontre. Sandrine Le Feur, députée elle aussi, s'est installée en agriculture avec son conjoint. Elle indique que *« des jeunes refusent des offres d'emploi parce que le métier n'est pas éthique selon eux. Nous devons avoir conscience de l'évolution des souhaits des salariés, de favoriser la transition en agriculture et faire évoluer le métier. Sinon, on n'arrivera pas à attirer les jeunes non issus du milieu agricole ».* Jean-Luc Fichet, sénateur, plaide quant à lui pour une réflexion commune sur l'accueil des nouvelles populations qui viennent vivre en milieu rural.

Les débats et propositions se sont aussi portés sur la moralisation nécessaire du travail détaché, les questions de mobilité et de logement, la simplification des démarches administratives pour les employeurs, la formation et la transférabilité des savoir-faire, la nécessité d'agir ensemble pour ne pas diluer les énergies…

Marie Molinario et Gildas Bellet

Sur le web
Pour en savoir plus, consulter le site
agissonspourlaruralite.fr

MSA Sécurité sociale agricole - Inclusion & Ruralité : Séminaire de rentrée
https://www.youtube.com/watch?v=fiGHwk3Awiw

La MSA
@msa_actu

Bienvenue à #Neige la nouvelle ambassadrice du @Salondelagri 2022. Une jolie vache abondance de 4 ans. Nous avons hâte de venir lui rendre visite pour des retrouvailles bien méritées

Sur la toile

Suivez-nous
twitter.com/lebimsa
instagram.com/lebimsa
lebimsa.msa.fr

MSA Marne Ardennes Meuse
10 décembre, 06:06 ·
Aujourd'hui la MSA Marne Ardennes Meuse a remis les dons collectés sur le site de Reims au Secours populaire fédération de la Marne, dans le cadre de l'opération #MSASolidaire en partenariat avec le Secours populaire. Plus d'une centaine de cadeaux ont ainsi été collectés sur nos sites de Reims, Charleville-Mézières, Rethel et Verdun. Merci à tous !
https://www.facebook.com/msa085155/posts/10161626456724202

lebimsa [news]
Le service #SantéSécurité au #Travail (#SST) de la MSA de Franche-Comté s'associe à AgrOnov, un pôle d'innovation en #agroécologie qui accompagne les #entreprises qui développent des #NouvellesTechnologies au service du monde #agricole. #FrancheComté #frenchtech #agritech #agriculture #agricultura #inventions #santesecuriteautravail
https://www.instagram.com/p/CXbLCI-l6K2/

Info France 2
@infofrance2

Et si le jeu vidéo #FarmingSimulator créait des vocations de paysans ?

Le ministère de l'@Agri_Gouv s'en saisit en organisant un tournoi de #esport. Le but : séduire les jeunes générations.

@CedricCousseau

DOSSIER

Mal-être en agriculture

Agir ensemble contre le suicide

La détresse que peuvent éprouver les exploitants et salariés ébranle et mobilise depuis plusieurs années le secteur agricole. Celui-ci est à l'origine d'initiatives plurielles pour soutenir ces personnes en proie à leurs difficultés. Cellules d'accompagnement économique et social, numéro Agri'écoute (09 69 39 29 19), suivi par un travailleur social, un psychologue, échanges en groupe, séjours de répit... la palette des possibles est large et parfois méconnue. Afin d'intensifier et d'unifier les accompagnements, le gouvernement a présenté, le 23 novembre 2021, une feuille de route qui renforce les moyens dédiés à la détection et la prise en charge. Et appelle à une implication de tous pour éviter les situations de profond désarroi comme celle qu'a traversée Bertrand, agriculteur en polyculture qui témoigne en ouverture de ce dossier.

© Franck Beloncle/CCMSA Image

© Nes Guetty Image/CCMSA Image

Bertrand, agriculteur, témoigne

« Je n'avais plus le goût de vivre »

C'est viscéral chez Bertrand. Parce qu'il ne veut plus voir un seul agriculteur se donner la mort, ce Picard témoigne aujourd'hui des douleurs provoquées par la dépression et de son chemin de résilience, en rendant hommage au passage à une salariée de la MSA qui a contribué à lui sauver la vie.

Taille : 1 m 96. Poids : 130 kilos. Âge : la cinquantaine. Pointure : 49. Bertrand est un grand gaillard aussi solide que les chênes centenaires qui peuplent les majestueuses forêts de Picardie, région où est installée son exploitation. L'agriculteur a bien failli pourtant être emporté par la tempête qui s'est abattue sur lui. *« La dépression m'est tombée dessus il y a quelques années »*, prévient-il sobrement. La maladie ne fait pas de distinction entre les âges, les sexes, les milieux socioprofessionnels ou les carrures. Elle peut broyer les plus robustes d'entre nous. Comme cet associé en groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC), installé en polyculture, bien inséré socialement et économiquement, que tout le monde croyait aussi indestructible que le clocher de la cathédrale Notre-Dame d'Amiens qui se dresse fièrement depuis neuf siècles à quelques kilomètres de sa ferme.

L'homme est du genre méticuleux. Alors comme le reste de sa vie, Bertrand a organisé sa disparition avec minutie. *« Tout était prêt,* se souvient-il. *J'ai acquis une concession pour vingt ans au columbarium de ma commune. J'ai rangé mes papiers et confié à un ami une clef USB avec tous les documents nécessaires pour organiser l'après et protéger mes filles. »* L'agriculteur a aussi sélectionné avec soin le mode opératoire de l'acte fatal. *« On a tout sous la main dans une ferme…* concède-t-il. *À ce moment-là, je ne passais pas une minute sans penser au suicide. Cette idée, d'abord furtive, s'est peu à peu installée. Elle revenait tous les jours, puis toutes les heures du jour et de la nuit. Je dormais peu. Je n'avais plus goût à rien, plus l'envie de vivre. »*

Un après-midi où la douleur se fait plus forte et qu'il sent le moment du passage à l'acte se rapprocher, il fait un geste qui lui sauvera probablement la vie. *« Je savais qu'il existait une cellule de prévention du suicide à la MSA de Picardie mais je n'avais pas le numéro, alors j'ai décroché mon téléphone pour appeler la personne qui s'occupe de mes cotisations en lui expliquant que j'étais à bout et en lui demandant de faire le nécessaire. Mon appel de détresse a été relayé dans la foulée. Amélie de la cellule Horizon, m'a très vite rappelé. »*

La voix entrecoupée de larmes, il a commencé à déballer ce qui lui pesait sur le cœur à une personne formée à l'écoute. En évoquant d'abord les coups de gueule à répétition avec son frère et associé au sein du Gaec familial, la maladie qui lui faire perdre peu à peu le contrôle de son corps, son divorce tout frais mais aussi la perte de sens de tout ce qu'il a mis une vie de dur labeur à construire.

Bertrand s'est d'abord réfugié dans le travail. *« Je me levais à quatre heures du matin pour aller labourer, prendre de l'avance. Je faisais un passage express à la maison pour voir mes filles et je repartais. Une fois mon épouse partie et la mise en place de la garde alternée, la débandade a été complète . Ma vie n'était plus remplie que par le boulot. J'ai commencé à prendre des antidouleurs à des doses de plus*

en plus fortes. J'ai trop tiré sur la corde. Je pensais pouvoir durer dans ce métier, je me suis trompé. J'ai sacrifié ma vie de famille pour la ferme. Je suis arrivé à un état d'épuisement d'abord physique avec des symptômes inexpliqués qui ont démarré dans les mains. Des engourdissements qui se sont avérés être les premiers signes d'une fibromyalgie, maladie qui a ensuite gagné tout mon corps. J'ai commencé à vraiment m'inquiéter, quand un jour, à table je n'ai pas réussi à lâcher mon couteau et ma fourchette à cause de mes mains crispées. » L'agriculteur est complètement déboussolé lorsqu'il se retrouve à terre après la première chute causée par cette maladie qui se caractérise par une non-maîtrise de ses gestes ainsi que de fortes douleurs. *« Parallèlement, je commençais à ressentir les symptômes du mal-être. Mais ça je le gardais pour moi. Ma vie ne me plaisait simplement plus. »*

L'ombre de soi-même

À cette époque-là, une remarque de sa fille l'a profondément marqué : *« Julie me dit un soir au moment de la coucher : "Papa, qu'est-ce qui se passe ? Tu ne rigoles plus jamais." »* Quand on perd 40 kilos en deux ans, on n'est plus que l'ombre de soi-même. *« La nuit je hurlais parce que j'avais mal aux jambes et que je n'arrivais plus à dormir allongé. J'avais les larmes du matin au soir. J'étais en train de sombrer. J'étais en pleine perdition. »*

Le fait d'avoir parlé avec Amélie a calmé l'urgence d'en finir mais elle est restée présente, tapie dans un coin de sa tête. Par ses mots, la professionnelle réussit heureusement à désamorcer le pic de la crise suicidaire qui était en train de submerger Bertrand. Elle lui permet d'envisager d'écrire une suite à son histoire. *« Elle m'appelait tous les jours, j'entendais parfois ses enfants en fond derrière elle quand elle me contactait à l'heure du repas. Le fait de pouvoir s'exprimer et de se sentir écouté m'a aidé à passer ce cap difficile. Même si j'étais aussi suivi par un psychiatre, je lui dois énormément. Peut-être tout. Je lui dois la vie »,* souligne-t-il la voix étouffée par l'émotion.

C'est loin de sa ferme, sur le littoral agité de la Manche, dans une clinique spécialisée installée à Berck, qu'il a pu commencer son travail de reconstruction et retrouver un peu de sérénité. *« J'y suis rentré le 13 décembre pour en sortir le 15 février. »* Après une première semaine où il est resté emmuré dans son mutisme, Bertrand a commencé à s'ouvrir aux autres.

« J'ai passé les fêtes à la clinique. Le soir du réveillon, on était tous ensemble entre gueules cassées de la société. Dans le groupe, il y avait trois agriculteurs. Avec eux, je parlais de tout sauf de travail pour limiter les sources d'angoisse. J'échangeais avec tout le monde, même avec des gamins de 16 ans. Là-bas, j'ai appris à connaître la vie en dehors du monde agricole. J'y ai croisé des personnes de toutes professions, de toutes couches sociales et tous les âges avec différentes pathologies. J'ai réappris ce qu'était l'humilité et j'ai vu les choses autrement. Je me suis rendu compte que ça n'arrive pas qu'à soi. La rencontre avec les plus jeunes m'a marqué pour toujours. Ce séjour loin de ma ferme m'a fait énormément de bien parce que j'ai repris le goût à la vie, j'ai pu me reposer physiquement et enfin dormir. J'étais délivré de quelque chose. C'est aussi le premier moment où j'ai pensé que j'allais peut-être pouvoir m'en sortir… »

Aujourd'hui, Bertrand est un autre homme. Le Gaec, source de bien des maux, est dissout et sera bientôt liquidé. Il a passé le relais à un jeune à qui il continue de donner un coup de main à l'occasion. *« Cette décision a été un vrai soulagement. Je voulais transmettre à quelqu'un de performant qui me ressemble. C'est chose faite. »* S'il cultive encore 30 hectares, il a aussi démarré une activité de prestation de services agricoles. *« Même si la fibromyalgie se rappelle à moi régulièrement, j'ai repris du poil de la bête. Même ma voix est plus ferme »,* se félicite-t-il.

« Cette expérience m'a donné l'occasion de connaître la MSA sous un angle différent, c'est bien plus qu'un collecteur de cotisations comme beaucoup le croient. C'est pour moi un acteur essentiel de la détection du risque suicidaire. J'ai trouvé auprès de ses salariés, d'Amélie d'abord puis de Catherine, à la cellule de prévention du suicide, de la bienveillance, du respect, un vrai accompagnement et de la confidentialité. C'est très important dans nos métiers où peut-être plus qu'ailleurs les vautours guettent la moindre faiblesse pour s'accaparer vos terres. » Mais Bertrand s'en est sorti avec autre chose en tête. *« Je ne veux plus voir un seul agriculteur passer par les étapes que j'ai traversées. Pour moi ce combat est viscéral. Aujourd'hui, je n'ai aucune honte à dire que j'ai voulu mettre fin à mes jours. »* Cette expérience de vie intense lui a aussi permis de développer une sensibilité accrue à la souffrance de l'autre.

« Je sais plus facilement détecter quand quelqu'un ne va pas bien. » Quand, il y a quelques mois, il reçoit un coup de téléphone désespéré d'un agriculteur d'une quarantaine d'années, il sait dorénavant comment réagir. *« J'ai compris au son de sa voix qu'il sombrait. J'ai eu la confirmation quand il m'a dit qu'il venait de passer les fêtes tout seul et qu'il était à bout. Je suis allé directement chez lui sans rompre la conversation au téléphone. Nous avons discuté et connaissant bien le système de l'intérieur, j'ai appelé moi-même la MSA. Ils m'ont dit qu'ils avaient besoin de son consentement pour agir. Ce qu'il a donné tout de suite alors que j'étais encore à ses côtés. Aujourd'hui il va mieux. »*

C'est pour ne plus retrouver un seul agriculteur avec un fusil 12 millimètres entre les mains comme ce jour-là qu'il participe à la formation des Sentinelles contre le suicide dans la Somme, des bénévoles formés spécialement par la MSA pour détecter le risque suicidaire. *« Les Sentinelles me posent des questions qui me remuent les tripes mais je suis maintenant assez costaud psychologiquement pour pouvoir les entendre et j'ai cette de volonté de vouloir aider pour qu'il n'y ait plus de drames. Afin que plus un seul agriculteur ne se retrouve seul dans son coin avec l'idée de se foutre en l'air. »*

Alexandre Roger

Plus d'infos sur la cellule Horizon

Cette cellule de prévention suicide de la MSA de Picardie propose un accompagnement. Elle est joignable au 03 23 23 64 99 du lundi au vendredi de 9 à 17 heures. À noter qu'une écoute nationale est proposée 7 jours sur 7, 24 h/24 avec le dispositif Agri'écoute : 09 69 39 29 19.

Sur le web
Plus de témoignages sur :
lebimsa.msa.fr

© Franck Belondle/CCMSA Image

Prévention des situations de détresse

Une mobilisation coordonnée

Le gouvernement a présenté le 23 novembre 2021 sa feuille de route pour lutter contre le mal-être des agriculteurs en difficulté. Elle prévoit diverses mesures pour identifier plus rapidement les situations de détresse, mieux coordonner les dispositifs d'accompagnement et accentuer la prévention, avec des moyens financiers renforcés.

Les exigences excessives du travail, les aléas climatiques, sanitaires, les difficultés économiques, familiales, les pressions financières, l'isolement… peuvent avoir des conséquences graves sur la santé, telles que la dépression voire, manifestation extrême, la crise suicidaire. Le monde agricole y est particulièrement confronté puisqu'il enregistre une surmortalité de 30 % par suicide par rapport aux autres professions.

Pour mieux repérer les situations de détresse et y faire face collectivement, Julien Denormandie, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, Olivier Véran, ministre des Solidarités et de la Santé, et Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État chargé des Retraites et de la Santé au travail, ont dévoilé le 23 novembre 2021 un plan très attendu. Il fait suite au rapport du député Olivier Damaisin (2020) et à celui des sénateurs Françoise Férat et Henri Cabanel (2021), s'attache à créer des passerelles entre les initiatives déjà déployées et les différents intervenants, et renforce les moyens humains et financiers dédiés.

Il s'articule autour de trois axes principaux : humaniser les rapports aux agriculteurs en situation de détresse, aller vers celles et ceux qui sont isolés, prévenir et accompagner toute forme de difficultés qu'elles soient personnelles, économiques ou sociales.

Le premier volet prévoit que des comités de pilotage sur la question du mal-être agricole seront déployés dans tous les départements par chaque préfecture, d'ici à la fin 2022. Ils seront structurés autour de coordinateurs locaux des services de l'État, des acteurs de terrain (associations, vétérinaires, organismes agricoles, etc.) et des agriculteurs pour une approche transversale et un suivi territorialisé. Ils seront appuyés par la nomination de référents au sein des cellules d'accompagnement économique (directions départementales des territoires) et social (MSA). Un réseau de 35 référents sera donc constitué à la MSA pour mettre en œuvre cette feuille de route.

Le vœu d'humaniser les relations et d'être à l'écoute de chaque cas personnel passe par un ensemble de mesures : *« Par exemple,* indique la feuille de route, *au-delà de sa contribution essentielle au plan par ses actions de*

Le dispositif Agri'écoute de la MSA (09 69 39 29 19) a été renforcé en 2021. Il propose aussi une plateforme en ligne, sécurisée et anonyme : agriecoute.fr.

prévention et d'accompagnement social, la MSA est également en charge du recouvrement des créances sociales. En tant que telle, elle s'est d'ores et déjà engagée à mettre en place des bonnes pratiques (rédaction des courriers, traitement personnalisé, etc.) et à renforcer les outils de détection précoce des signaux des exploitants agricoles en difficulté. »

Le deuxième axe concerne l'identification des personnes en situation de détresse. Dès 2022, les réseaux déjà existants de sentinelles dans les territoires seront structurés, formés et dotés d'outils afin de permettre à ces volontaires de tout horizon d'améliorer leurs actions de proximité et de détection. Ces sentinelles (élus, associations, pairs, organisations professionnelles, coopératives d'agriculteurs…), au contact des exploitants et des salariés, peuvent par leur proximité repérer les signes précurseurs de mal-être et intervenir en amont. Elles constituent un relais entre la personne en difficulté et les structures spécialisées. Dans ce cadre, le plan gouvernemental prévoit une mission *« confiée à la MSA, pour identifier au niveau local les sentinelles déjà actives puis structurer un réseau solide en lien avec les agences régionales de santé, les associations, les communes et les organisations professionnelles. Une fois constitués, les membres de ce réseau pourront bénéficier de formations par des agents professionnels et d'outils (répertoires, guides, plaquettes d'information, etc.) afin de guider au mieux les personnes en situation de détresse vers les structures d'aides. »*

Budget de l'aide au répit en hausse

La feuille de route rappelle en outre que *« le dispositif Agri'écoute de la MSA (09 69 39 29 19) a été renforcé en 2021 afin d'apporter une écoute professionnelle 24 h/24 et 7 jours sur 7 par des écoutants diplômés et expérimentés. Le délai d'attente s'élève à moins de 5 sonneries (30 secondes) et un rappel est systématique en cas d'indisponibilité de prise de l'appel. »* Ce service permet d'être en relation avec un même écoutant sur plusieurs appels, *« qui peut déclencher une procédure d'urgence si la situation le nécessite avec la possibilité de renvoyer vers la cellule pluridisciplinaire de la MSA ou le système de soins approprié. Le reporting fin quantitatif et qualitatif est régulier afin de suivre l'activité et disposer d'un état de la situation au niveau régional ».*

À noter qu'Agri'écoute, pour élargir la palette des possibilités de contact, propose depuis le 22 novembre, une plateforme en ligne, sécurisée et anonyme : agriecoute.fr. Celle-ci permet de prendre contact avec un psychologue via un tchat en direct ou par e-mail, de prendre rendez-vous pour un entretien ou de consulter des fiches et vidéos conseil. Tout comme le numéro d'appel, 09 69 39 29 19, ce service fonctionne 24 h/24, week-ends compris.

D'autres dispositifs existent pour accompagner les situations de détresse et être à l'écoute des situations personnelles : le 3114, numéro national de prévention du suicide mis en place par le ministère de la Santé ; le programme VigilanS pour le suivi des personnes ayant fait une tentative de suicide. Déployé dans 11 régions métropolitaines et dans 2 régions d'outre-mer, celui-ci devrait couvrir toutes les régions en 2022.

Troisième partie de ce plan d'actions : l'accompagnement, économique et social, pour que les personnes en situation délicate puissent prendre le recul nécessaire en cas de fragilité. Trop peu sollicité en raison de ses critères restrictifs, le dispositif départemental d'accompagnement économique des agriculteurs en difficulté qui permet aux exploitations d'accéder à des démarches d'aides et d'audit pour la relance de leur activité sera simplifié. Les budgets dédiés seront doublés pour atteindre 7 millions d'euros par an. Il est aussi prévu que le crédit d'impôt remplacement en cas de maladie ou d'accident du travail soit porté à hauteur de 60 % des charges générées (salaire du remplaçant, surcoût matériel, frais de service, etc.) et prolongé jusqu'en 2024.

Quant au budget de l'aide au répit en cas d'épuisement professionnel, il passe de 3,5 à 5 millions d'euros par an dès 2021. Cette aide donne l'opportunité aux exploitants d'obtenir une solution de remplacement et aux salariés agricoles de s'accorder un temps de repos pour prendre soin d'eux et de leurs proches.

Les acteurs qui collaborent au sein du Conseil pour l'agriculture française – FNSEA, JA, MSA et Chambres d'agriculture – ont salué cette feuille de route (consultable sur le site Internet https://agriculture.gouv.fr/), en rappelant que *« la bonne santé de la population agricole passera aussi et avant tout par un métier qui rémunère et qui soit considéré ».*

Le calcul des cotisations en question

Les revenus des agriculteurs peuvent être soumis à d'importantes variations en raison de divers aléas (sanitaire, climatique, etc.) conduisant parfois à d'importants conséquences sur leur trésorerie. Le gouvernement a créé un groupe de travail interministériel avec les organisations professionnelles agricoles en vue de travailler sur la possibilité d'asseoir les cotisations sur les revenus de l'année en cours plutôt que ceux de l'année précédente. En effet, lorsque les cotisations sociales sont calculées sur les revenus de l'année précédente, s'en acquitter peut être difficile pour un chef d'exploitation dont l'activité est impactée par un aléa externe.

© DR

Maine-et-Loire

S'échapper du harcèlement, c'est pas du jeu

Mobilisée dès 2012 dans la prévention du suicide et du mal-être en milieu agricole et dans le monde rural, la MSA Maine-et-Loire qui a développé le réseau de Sentinelles, des bénévoles formés à la détection de la crise suicidaire, se concentre ces trois dernières années sur les moins de vingt-cinq ans. Cela donne un jeu *made in* MSA dédié à la lutte contre le harcèlement des 11-25 ans.

En 2011, face à la prévalence du risque de suicide des exploitants agricoles, le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation donne mission à la MSA de piloter un plan national de prévention du suicide chez les ressortissants du régime agricole. Celle-ci propose alors deux dispositifs pour les adhérents et affiliés en situation de mal-être, en dépression nerveuse, voire présentant des idées suicidaires : le dispositif Agri'écoute (09 69 39 29 19) et des cellules pluridisciplinaires de prévention au mal-être et au suicide dans chaque caisse.
En 2013, le réseau Sentinelles se constitue à l'initiative des MSA avec l'objectif de mobiliser les différents acteurs du monde agricole pour qu'ils signalent les cas de détresse et amorcent les procédures d'accompagnement. *« En fait, il est peut-être un des premiers à l'échelle de la France puisque nous avons commencé à le mettre en place dès 2012 »,* précise Magali Deniaud, travailleur social de la MSA Maine-et-Loire et animatrice du réseau sur les Mauges et du Choletais.
Tout part d'initiatives de délégués de la MSA Maine-et-Loire qui, constatant de nombreux cas de mal-être chez leurs collègues du secteur viticole, s'emparent du sujet parallèlement à la demande du ministère de l'Agriculture, comme le détaille Dominique Pichot, responsable de secteur, en charge de la coordination des réseaux Sentinelles dans le département : *« L'initiative agricole a croisé tout un travail que faisait l'agence régionale de santé (ARS). En 2011, quand on nous a demandé de piloter le premier plan de prévention du suicide, l'ARS proposait déjà des formations mais nous n'étions pas au courant. Le pont s'est fait à partir de 2012 et nous avons été les premiers à suivre ces formations de deux jours, proposées jusqu'en 2018-2019, pour aider tout citoyen à développer une écoute active et repérer les signes d'une crise suicidaire éventuelle à tra-*

vers le risque, l'urgence et la dangerosité. » Ce maillage de nombreuses personnes formées est homologué « réseau Sentinelles » en 2018 : *« Cette appellation est demandée et labellisée par l'ARS, donc il faut répondre à un certain nombre de critères. Une personne qui s'y inscrit doit suivre la formation et s'engager à être attentive à ce qui se passe autour d'elle, il y a une charte à signer*, explique Dominique Pichot. *En Maine-et-Loire, nous avons deux types de réseaux : les Veilleurs, qui mobilisent des coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma), des exploitants, des élus MSA, des banques, des professionnels qui gravitent autour des exploitants agricoles et que l'on va outiller pour repérer des difficultés économiques ; et les Sentinelles, qui font de la prévention auprès de l'ensemble de la population rurale au titre de la santé publique et qui œuvrent avec l'ARS, le régime général et le régime agricole. »*
Destiné au départ aux populations agricoles, ce réseau vigilant étend peu à peu son action à l'ensemble du monde rural : le Maine-et-Loire en compte quatre. Au niveau des Mauges et du Choletais, il est constitué d'une soixantaine de personnes formées et s'articule avec les deux contrats locaux de santé. *« Nous avons des professionnels de divers horizons : médico-sociaux, des infirmiers, psychologue, des médecins en pédopsychiatrie,* explique Magali Deniaud. *Il y a trois, quatre ans, quand le réseau a souhaité travailler auprès de la jeunesse, il a intégré des infirmières scolaires, des coordinateurs jeunesse et des professionnels travaillant auprès de ce public. »*

Détecter la souffrance des jeunes

En effet, le mal-être chez les jeunes est un sujet prégnant ces dernières années. Pour prévenir le harcèlement ou les discriminations dont ils peuvent être victimes, des réunions de réseau d'information deux à trois fois par an et la constitution de sous-groupes de travail sont alors organisées par les Sentinelles du groupe Mauges prévention suicide.
L'un des groupes travaille autour d'un outil de réflexion permettant d'échanger avec les jeunes. Émerge alors l'idée d'un *escape game (*ou jeu d'évasion*)*. Julie Tison, coordinatrice jeunesse, connaît dans son réseau professionnel une société capable de réaliser le projet : Nitescence, la société coopérative et participative située à Bléré.
Entièrement créé pour et avec la MSA, l'outil a fait l'objet d'un cahier des charges et de nombreux allers-retours pour qu'il réponde entièrement aux attentes. Il a été présenté le 14 octobre dernier à quinze professionnels de santé et du secteur médico-social des Mauges et du Choletais au complexe sportif Pierre-de-Coubertin à La Séguinière. *« Nous avons choisi de l'utiliser dans des vestiaires mais ça pourrait s'utiliser dans une salle de classe. Nous avons deux mallettes. À chaque mallette, correspond un décor avec des outils qui représentent l'*escape game *»,* indique Magali Deniaud.
L'essentiel reste que les jeunes se retrouvent dans un environnement familier, se l'approprient et se sentent à l'aise. Pour autant, *« ce n'est pas un* escape game *habituel, c'est un jeu fait pour amener à l'échange autour de la notion de mal-être et de harcèlement,* précise Magali Deniaud. *L'enquête dure entre 45 et 60 minutes et il faut quasiment le même temps d'échange à la fin. Il est préférable qu'il soit coanimé avec un professionnel de santé en lien avec la thématique et les jeunes ».* Et pour cause, la finalité de ce jeu est de pousser les jeunes à se poser les bonnes questions : qu'est-ce que le harcèlement ? quel numéro contacter en cas d'actes ou de faits ? avec qui en parler ? Pour cela, ils auront au préalable perçu, non pas qui est un harceleur, mais qui est harcelé au moyen d'un journal intime, de lettres, de messages sur un téléphone ou d'informations et d'indices découverts dans un ordinateur portable.
*« L'*escape game *a été testé par Julie Tison, lors des animations d'été au centre social,* ajoute Magali Deniaud, *et il l'a également été lors des vacances de la Toussaint. Les jeunes ont apprécié le jeu. En tant qu'adultes, nous avons eu beaucoup de mal à retrouver les codes des téléphones… pour les jeunes, c'était très simple. C'est un outil idéal pour les 11-17 ans. »*
Collégiens et lycéens sont une population particulièrement impactée par le harcèlement, et les coordinateurs jeunesse du département les premiers concernés par cet outil. *« Le secteur est très mobilisable en termes d'acteurs sociaux, médico-sociaux et centres sociaux. Nous avons un certain nombre de ces derniers sur notre territoire et ils sont les premiers bénéficiaires de notre outil,* intervient Magali Deniaud. *Les coordinateurs jeunesse peuvent réserver cet escape game. J'ai deux mallettes à disposition que nos partenaires du réseau Sentinelles peuvent emprunter gracieusement (prêt avec convention). Elles partent jusque fin décembre et sont déjà réservées en février et mars. J'ai été contactée par une animatrice d'une autre MSA ainsi que l'instance régionale d'éducation et de promotion santé (Ireps) qui aimeraient le tester début janvier. »*
Si le harcèlement et ses répercussions n'ont rien d'un jeu, leur prévention en vaut la chandelle. L'outil développé par la MSA Maine-et-Loire et la société Nitescence semble être un support idéal pour entamer le dialogue et permettre aux jeunes d'exprimer leurs émotions et identifier leurs questionnements face aux situations de harcèlement scolaire et sportif.

Frédéric Fromentin

Le harcèlement c'est quoi ?

D'après le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, le harcèlement se définit *"comme une violence répétée qui peut être verbale, physique ou psychologique. Cette violence se retrouve aussi au sein de l'école. Elle est le fait d'un ou de plusieurs élèves à l'encontre d'une victime qui ne peut se défendre".*

Dans le cadre du plan de prévention du harcèlement à destination des écoles et des collèges, deux numéros verts ont été mis à la disposition des jeunes victimes, l'un a trait aux cas de harcèlement : 3020 ; l'autre aux faits de cyberharcèlement : 3018.

Toutes les informations sont disponibles sur www.education.gouv.fr/non-au-harcelement.

Une vingtaine de cliniciens se relaient jour et nuit, sept jours sur sept, pour répondre à près de 300 appels par mois sur la plateforme d'Agri'Écoute (09 69 39 29 19).

Agri'Écoute

Démocratiser l'accès à un psychologue

Grâce à ce service anonyme, confidentiel et personnalisé, les psychologues professionnels, comme Agathe, assurent une écoute active de confiance afin d'aider à libérer la parole et tracer un chemin vers des pistes de solutions pour sortir de la détresse.

« Les bénéficiaires peuvent nous joindre par téléphone, par tchat ou par e-mail. La plateforme en ligne permet une première prise de contact, notamment lorsqu'on peut être réticent à appeler tout de suite, pour avoir des renseignements, connaître le fonctionnement de l'accompagnement proposé. Lors du premier échange, nous sommes dans l'accueil de la parole, l'établissement d'une relation de confiance. Au fur et à mesure, si la personne décide de continuer, nous allons pouvoir aller plus loin. Je pense par exemple à un exploitant dont la charge de travail lui pesait depuis de nombreuses années. Il ne s'est jamais senti réellement à la bonne place à la ferme. En tant que psychologues, nous réalisons un travail de dentelle pour revenir sur son histoire de vie, la mise en sens de son vécu, apporter une compréhension du poids de l'héritage familial notamment. Nous accompagnons à une prise de conscience qui permet de réévaluer son rapport au travail et envisager tout changement souhaité.

Lorsque des proches nous appellent, inquiets, nous les aidons à comprendre ce qu'est le processus suicidaire et comment se positionner face à une personne en détresse. Nous leur donnons aussi des outils pour prendre soin d'eux et ne pas en mettre trop sur leurs épaules dans cette situation où on se sent très vite désarçonné, et les orientons vers les relais les plus adaptés.

Je pense que c'est un vrai levier de pouvoir proposer ce type d'accompagnement en distanciel. Tout le monde n'a pas accès à un psychologue facilement, c'est donc une manière de démocratiser le soin psychique. De plus, cela vient aussi lever certains freins, certaines inhibitions. Les personnes ne se sentent pas jugées, et la parole se libère plus facilement. »

© Téo Lanni/CCMSA Image

3 questions à…

© Juliette Jem

Sophie Cot-Rascol,
Psychologue clinicienne
et conseil en santé au travail, responsable
de la plateforme Agri'Écoute

Quelles sont les particularités des personnes qui appellent Agri'Écoute ?

Elles ne nous parlent pas forcément de leurs difficultés professionnelles, mais de difficultés tout court. Il n'y a pas réellement la notion de métier, puisque finalement leur vie professionnelle, c'est leur vie, c'est la même chose. Il n'existe pas cette segmentation qu'on peut faire plus aisément dans d'autres secteurs, ce qui engendre une confusion entre toutes les problématiques. Les agriculteurs ne transmettent pas simplement un métier mais toute une vie, ils vivent et travaillent au même endroit, avec un héritage familial au-dessus de leurs épaules. Les personnes qui nous sollicitent vont invoquer en première intention des problématiques qui nous semblent être personnelles, des dégradations de la vie conjugale, de la santé physique, car c'est plus facile d'en parler que de la santé psychologique.

Mais très vite, quand on reconstruit l'histoire pour comprendre comment la personne en est arrivée là, au début, il y a quelque chose de l'ordre de l'activité professionnelle, qui déborde et embarque le reste de la vie personnelle, familiale. Mais ça peut toucher tout le monde, il n'y a pas de profil type à la détresse psychologique. Les trajectoires de vie font que les épreuves peuvent s'accumuler. Les solutions pour les surmonter s'amenuisent tant et si bien qu'à un moment donné, il n'y a plus de solution visible pour la personne prise dans ce tourment. La seule alors qui lui semble encore réalisable est le passage à l'acte.

C'est ce qu'on appelle des idéations suicidaires. Il n'y a pas un vrai désir de mourir mais de faire taire la douleur, l'épreuve qui est vécue.

Le numéro est-il également ouvert aux proches qui s'inquiètent ?

Oui, ça peut être un voisin, un ami. Nous avons aussi régulièrement des conseillers bancaires inquiets pour leur client. Ils peuvent se sentir démunis, non outillés pour savoir comment faire, et c'est tout à fait normal. C'est pour cela qu'il existe des dispositifs d'accompagnement comme Agri'Écoute.

Nous leur conseillons souvent de parler de ce numéro, ce qui ne veut pas dire forcément obtenir immédiatement une adhésion à le composer, et de proposer de faire ce premier pas avec la personne, pour l'aider à passer le cap ; lui dire : *« Je suis là, si tu veux on compose ce numéro ensemble, je démarre la conversation et ensuite je te passe le téléphone. »* Et ça fonctionne, c'est un premier tremplin, le début d'une autre solution.

Comment se déroule le suivi ?

Sur accord, il peut avoir lieu sur plusieurs échanges avec le même psychologue qui a traité le premier appel, avec lequel généralement la relation de confiance est établie. Ces personnes traversent un moment de vie où elles ont besoin de ce que j'appelle des facilitateurs, non pas pour faire à leur place mais avec. À ce moment-là, nous leur parlons de l'existence des cellules pluridisciplinaires de prévention et nous leur expliquons que si elles en ont le désir, nous pouvons faciliter la mise en lien avec celle de leur territoire. Souvent, elles acceptent alors de nous donner leur identité et leurs coordonnées. Pour nous, l'existence de ces cellules est une opportunité puisqu'en leur sein, il y a d'autres compétences.

© Franck Rozé/Le Bimsa

Journée bilan en MSA Poitou

Avenir en soi : c'est du velours !

Avenir en soi est un programme d'accompagnement qui vous permet d'aller puiser dans vos propres ressources les atouts nécessaires pour réussir une période de changement. Et alors, ça marche ? Le 14 octobre 2021, la MSA Poitou organise une journée pour le vérifier.

Pour prédire l'avenir en soi, certains vont consulter les diseuses de bonne aventure, d'autres s'orientent plutôt vers la MSA. Et ces derniers font le bon choix car le charlatanisme est étranger au régime agricole. À Airvault, dans les Deux-Sèvres, tous les participants de cette démarche d'accompagnement, depuis son lancement au milieu des années 2000, sont conviés à se mettre à table[1]. Pas pour avouer leurs méfaits mais pour reconnaître les bienfaits de la démarche. Le matin, six ateliers sont répartis dans la salle des fêtes de Soulièvres, pour favoriser l'expression de chacun : «l'arbre à forces», «les freins», «le storytelling», «les mots mêlés», «les piliers» et «le changement en images». Ils permettent de vérifier comment Avenir en soi les a transformés ou continue de transformer leur vie.

Florilège de scènes cultes

Le scénario est écrit par la MSA Poitou mais tous les dialogues viennent des participants. *« Comment étiez-vous quand vous vous êtes lancés dans la démarche ? Dans quel état d'esprit êtes-vous aujourd'hui ? »*, demande Élisabeth Gendronneau, conseillère sociale de territoire. Elle invite ses interlocuteurs à commencer leur récit par *« Il était une fois… »* Catherine : *« Je n'étais pas bien, je venais de perdre mon mari. Aujourd'hui, en retraite depuis un an, ça va. J'ai arrêté d'attendre les autres, j'ai repris confiance en moi. Je me suis inscrite au service de remplacement. Je suis devenue bénévole aux Restos du cœur. »* Francine : *« Mes enfants venaient de quitter le foyer familial. Je ne me retrouvais plus dans mon métier. J'étais paumée. Je suivais trop mon mari dans ses projets. Nous n'avions jamais pris de vacances. Avec cette action, une fenêtre s'est ouverte : j'ai retrouvé du sens, des compétences. Nous sommes partis en vacances. J'ai repris mon nom de jeune fille : j'ai retrouvé mon identité. Chaque jour désormais, j'essaie de me faire plaisir. » Philippe : « J'ai quitté le Lot-et-Garonne parce que j'étais en burn-out. J'ai tout perdu : famille, amis, etc. Grâce à ce dispostif, j'ai retrouvé la chaleur humaine. Aujourd'hui, avec une association de Poitiers, je crée des jardins potagers, ça me fait du bien. »*

Dans un autre atelier, les anciens stagiaires reviennent sur leurs piliers. *« Quelles sont les compétences fortes sur lesquelles vous pouvez compter ? »*, interroge Laurence Geveaux, animatrice d'Avenir en soi depuis

« J'ai quitté le Lot-et-Garonne parce que j'étais en burn-out. J'ai tout perdu : famille, amis, etc. Grâce à ce dispostif, j'ai retrouvé la chaleur humaine », raconte Philippe.

—

2005. Christian : *« Les mêmes qu'en 2018 : avoir le sens des responsabilités, être à l'écoute des autres, tenace et entrepreneur. »* Maryline : *« À l'époque, ma sensibilité, ma créativité et mon empathie pour les autres. Depuis, j'ai pris conscience qu'il était important de m'occuper de moi. J'étais étouffée par les autres. Désormais je mets toutes ces compétences à mon service ! »* Thérèse : *« Cela m'a permis de reprendre les rênes de ma vie même si je n'ai pas réalisé mon souhait : devenir conductrice de car scolaire. Mais après mon opération chirurgicale, ce n'est plus possible : je regarde partir mon mari et le salarié au volant des machines. Avant c'était moi qui conduisais le tracteur : on a pris ma place et c'est dur ! »*

Pourquoi faire simple ?

Sur une autre table, Karine Geron, conseillère sociale, a éparpillé des cartes de vœux sur lesquelles sont inscrites des citations. Parmi elles : *« Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? »*, devise extraite de la série d'animation télévisée *Les Shadoks*, ou *« Soyez réalistes, demandez l'impossible »*, slogan de mai 1968. Les participants sont invités à picorer l'une d'entre elles et à écrire au dos : *« Pour 2022, je te souhaite de réaliser ton projet… »*, en précisant les moyens pour y parvenir et les éventuels obstacles. La carte ainsi remplie sera mise sous pli à l'adresse même du participant et postée en janvier. *« Mais pourquoi l'écrire à la deuxième personne ? »* : *« Ça fait du bien d'être bienveillant avec soi et ça permet de faire un pas de côté et de constater que les freins ne sont pas si nombreux »*, répond Karine.

Les autres ateliers sont déclinés autour de nuages de mots symbolisant Avenir en soi, avec des remarques pleines de lourd vécu — *« Tous les matins, à l'heure du moodboard [tableau des humeurs], je disais que j'allais bien mais je chialais quotidiennement »*, *« L'échec fait partie de la vie, nous pouvons apprendre de nos erreurs »* — ou autour de l'arbre à forces, où chacun peut accrocher aux branches des cartons de couleur. Enfin, autour des cartes du jeu de société Dixit, où chacun est invité à y lire une projection symbolique de sa personnalité.

Entre la poire et le fromage

Après le déjeuner, pas de somnolence postprandiale dans les rangs. Au centre de la salle, une ligne imaginaire. Puis une assertion lancée à la cantonade : *« Avenir en soi est la solution à mes problèmes ? »* Ceux qui sont d'accord sont priés de se positionner à droite de cette ligne, les autres, à gauche. Puis chacun doit exposer ses arguments, à tour de rôle. Certains se rangent à l'avis opposé et changent de camp. *« Non, les solutions, elles sont en nous : Avenir en soi ne fait que nous donner les outils pour les révéler. »* *« Dans tout ce que j'ai entrepris par la suite, j'ai retrouvé les préceptes de cette démarche qui permet de plonger en soi et de toucher l'authentique. »* On se fera une idée (ou pas). Deuxième assertion : *« Tout le monde doit participer à Avenir en soi au moins une fois dans sa vie. »* À votre avis ?

La journée s'achève par un menu conversation. Les groupes de convives doivent choisir un hors-d'œuvre, un plat principal, un fromage et un dessert : *« Quelles sont les principales forces qui nous mettent en mouvement ? »*, *« Est-on toujours fort tout seul ? »*, *« À quoi nous sert la culpabilité ? »*, *« Le changement : dans quel sens ça marche ? »* sont quelques-uns des plats que les commensaux peuvent se mettre sous la dent. Le fruit des réflexions étant partagé collégialement, réunis tous en rond au centre de la salle, entre la poire et le fromage, comme on dit. *« Nous avons eu envie de savoir ce que les participants étaient devenus et quel impact Avenir en soi avait eu sur leur parcours. Ne freinez pas vos idées folles,* dit Dominique Sinner. *« On a eu une idée folle ! »*, conclut Sarah Ravaud, référente précarité.

Franck Rozé

(1) Le programme Avenir en soi a été conçu en 2005 par Dominique Sinner, qui est spécialisée dans les démarches d'accompagnement professionnelles et socioprofessionnelles.

© Franck Rozé/Le Bimsa

© Gildas Bellet/Le Bimsa

Île-de-France

Un coup de pouce aux futurs adhérents

Pour soutenir les étudiants et apprentis en agriculture dans un contexte de crise sanitaire, la MSA de l'Île-de-France a lancé avec ses partenaires une opération de solidarité régionale et a distribué aux jeunes courant novembre plus de 2 500 sacs solidaires contenant des produits collectés dans ses agences ou achetés auprès de producteurs franciliens. Visite au centre de formation d'apprentis (CFA) de Saint-Germain-en-Laye, l'un des six points de distribution.

À une vingtaine de kilomètres de Paris, l'Agrocampus de Saint-Germain-en-Laye, dédié aux métiers de la nature et du vivant, propose diverses voies de formation : lycée agricole et général, technologique et professionnel, centre de formation pour adultes, CFA. Ce dernier forme des apprentis, du CAP au BTS, *« dans les filières aménagement paysager, fleuristerie, cheval,* détaille Madame Wullus, sa directrice. *Ceci sur un site riche en diversité, propice à la découverte du geste technique. Les équipes pédagogiques portent une attention forte à chacun des apprenants, pour le choix des études, l'intégration du jeune en entreprise, dans le cadre d'un suivi individualisé tout au long de leur parcours ».* Une cellule d'écoute spécifique avec une psychologue diplômée indépendante des équipes pédagogiques fonctionne par ailleurs depuis 2014 et assure, si besoin, une médiation entre apprentis, équipes pédagogiques et entreprises pour trouver les solutions les plus adaptées. Atelier paysager et exploitation horticole participent également à l'acquisition des compétences que les jeunes mettront en œuvre à l'issue de leur formation. *« La MSA travaille avec nous depuis de nombreuses années,* poursuit la directrice. *Ses interventions sur l'hygiène et la sécurité sont primordiales pour les disciplines que nous enseignons, pour que les jeunes se préparent à un avenir professionnel dans les meilleures conditions. »*

En ce 16 novembre, forte des liens étroits noués avec les CFA de la région Île-de-France, la MSA est présente dans le cadre d'une opération initiée quelques semaines auparavant, mais avec une autre casquette que celle de la santé-sécurité au travail. *« Nous avons lancé une collecte depuis septembre dans nos agences,* indique Laurent Pilette, directeur général de la MSA de l'Île-de-France, *pour remettre des sacs solidaires aux apprentis et aux étudiants des filières agricoles. Nous voulons par cette action symbolique montrer aux jeunes durement touchés en cette période particulière l'intérêt que nous leur portons et les assurer de notre soutien ».*

Depuis le début de la crise sanitaire, plusieurs études ont alerté sur les conséquences de celle-ci sur la santé physique et mentale des jeunes, la dégradation de leur situation financière et les complications auxquelles ils peuvent être confrontés dans le cadre de leurs études. Difficile alors pour eux d'assurer le quotidien, d'imaginer un horizon professionnel et un avenir sereins. La réduction des interactions sociales, la tenue des cours à distance ont participé à ce contexte anxiogène et ont entraîné chez certains un sentiment de vulnérabilité. Certains s'en sont mieux sortis que d'autres puisqu'ils étaient en activité dans

> ***« La pandémie a laissé des traces visibles chez les apprentis et les étudiants. »***
>
> **Michel Grésille,**
> premier vice-président de la MSA de l'Île-de-France

des entreprises agricoles qui continuaient à fonctionner pour assurer l'alimentation de la population. Reste que la fermeture des établissements scolaires et la dispensation des cours à distance ont compliqué la donne : *« les contacts avec les copains, c'était via les réseaux sociaux »*, pointe l'une des jeunes présente, aujourd'hui apprentie à la Bergerie de Rambouillet. Dans le petit groupe venu avec elle, la plupart ont l'intention de s'installer en agriculture : ferme pédagogique, élevage équin, élevage bovin, reprise d'un haras… les projets ne manquent pas. La pandémie s'est invitée mais n'a pas altéré leur passion ni leur volonté.

Une période d'une violence sans nom

Pourtant, *« elle a laissé des traces visibles chez les apprentis et les étudiants, et a notamment affecté leur budget de manière significative, faisant basculer certains jeunes dans la précarité et accentuant certaines situations déjà fragiles,* relève Michel Grésille, premier vice-président de la MSA de l'Île-de-France. *D'où le souhait de nous mobiliser pour organiser cette action de solidarité régionale. »*

Les apprentis de cinq CFA sont réunis à Saint-Germain-en-Laye pour se voir remettre ces colis solidaires *« réalisés en partie grâce aux dons provenant de la collecte organisée au sein des agences de la MSA de l'Île-de-France et auprès de ses adhérents, mais aussi avec des produits achetés auprès des producteurs franciliens (miel et jus de pommes des Fermes de Gally, pâtes aux œufs de la Ferm' Meaux Pâtes, tablettes de chocolat fabriquées à Nemours…). »* Outre les denrées alimentaires, *« ils contiennent des produits d'hygiène, qui coûtent cher, et quelques fournitures scolaires »*. Une opération à laquelle s'est largement associé le Crédit agricole, proche partenaire de la MSA de l'Île-de-France, en apportant un financement important pour l'opération. Sa 4e édition des Semaines du sociétariat qui se tenait en novembre a été justement axée sur la solidarité envers les jeunes.

« Cette période de deux ans a été d'une violence sans nom, déplore Nathalie Mourlon, directrice générale adjointe du Crédit agricole de l'Île-de-France. *La population de la région est jeune et nous devons la soutenir. Nous avons notamment pris le double de stagiaires et d'alternants dans le groupe pour leur offrir la possibilité d'avoir un avenir. Nos élus et collaborateurs dans les caisses locales ont imaginé des animations spécifiques : cagnotte interne au profit d'associations, initiatives pour l'insertion… Ces jeunes sont les actifs agricoles de demain et il faut aussi les sensibiliser aux outils que sont la MSA et le Crédit agricole. »* Guillaume Vanthuyne, agriculteur, vice-président du banquier mutualiste en Île-de-France, pointe lui aussi les difficultés pécuniaires, la perte du petit boulot, les retentissements psychologiques liés à la crise du Covid-19, et la volonté commune des deux institutions de mener des actions concrètes en direction des jeunes : *« Solidarité, proximité, utilité »*, précise-t-il.

Autre partenaire présent : Benjamin Beaussant, à la tête de la direction régionale et interdépartementale de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (Driaaf). Il souligne que *« 2 200 apprentis sont présents dans l'enseignement agricole en Île-de-France, au sein de 13 CFA. Ce sont aussi 2 000 entreprises qui se sont engagées auprès de jeunes pour les conduire vers une insertion professionnelle. Cette opération donne une occasion à l'enseignement agricole et à la Driaaf de prolonger des partenariats qui existent déjà avec la MSA en matière d'hygiène et de sécurité. Et, pour les jeunes, c'est une opportunité d'identifier les institutions qui sont susceptibles de les accompagner pendant leur vie professionnelle. »*

D'autres distributions de sacs – près de 2 600 au total – ont eu lieu durant le mois de novembre dans tous les départements de la région, rassemblant de nouveaux partenaires sur certains territoires (comme l'association Solaal, en Seine-et-Marne). Une initiative porteuse des valeurs solidaires du monde agricole, qui a mis un peu de baume au cœur à des jeunes bien éprouvés.

Gildas Bellet

Les apprentis de cinq CFA réunis au lycée agricole de Saint-Germain-en-Laye ont reçu un sac contenant des surprises appréciables en ces temps de crise sanitaire.

© Gildas Bellet/Le Bimsa

© Fatima Souab/Le Bimsa

Santé sécurité au travail (SST)

Du coaching en milieu agricole

Le jeudi 18 novembre, de 9 h à 17 h, à Villebarou, le service SST de la MSA Berry-Touraine et Bruno Breton, conseiller en prévention, embarquent les exploitants pour une journée dédiée à *« l'équilibre vie professionnelle et vie privée : un enjeu majeur pour la performance de l'entreprise »*. Ce moment convivial est propice à la réflexion, en compagnie d'un *« mentor en dépassement personnel »*, le conférencier Nicolas Raimbault, ex-joueur de basket, devenu un expert dans l'accompagnement des services RH des entreprises.

Quels liens entre le monde agricole et le milieu sportif ? Entre l'exploitant agricole et le sportif de haut niveau ? *« Des choses intéressantes à aller chercher »*, propose Nicolas Raimbault en introduction à sa conférence. Et peut-être le souci de la performance ? Et la nécessité de savoir gérer les exigences de l'activité tout en prenant soin de s'aménager du temps pour soi et de s'accorder de cette façon du repos. Une pause, source de bien-être, d'équilibre et de récupération qui évite les situations d'épuisement professionnel et que les services SST tout comme ceux de l'action sanitaire et sociale de la MSA s'activent à faire valoir auprès des agriculteurs dont la vie se confond trop souvent avec l'exploitation. Rappelons qu'en France, un agriculteur se donne la mort tous les deux jours, une situation grave qui donne lieu à une mobilisation nationale et une feuille de route destinée à repérer le mal-être des agriculteurs [voir sur ce sujet notre dossier en pp. 15-23].

Pour prévenir cette détresse et après avoir détecté chez les exploitants de son secteur le besoin d'être éclairés sinon conseillés sur cette difficile conciliation entre vie professionnelle et vie privée, Bruno Breton, conseiller en prévention de la MSA Berry-Touraine, a organisé cette journée sur cette thématique avec l'intervention de la star locale, Nicolas Raimbault. *« Cela s'adresse à tous ceux qui ont un peu de responsabilités et qui à un moment donné nous ont dit : "On n'en peut plus, on n'arrive pas à allier à la fois le boulot dans l'entreprise et la vie familiale." On a trouvé pour cette demande,* explique-t-il, *un intervenant capable de répondre à quelques interrogations. »* Après l'introduction de Pascal Cormery, président de la MSA Berry-Touraine et de la CCMSA (cf. encadré ci-contre) sur cette question montante chez les nouvelles générations d'agriculteurs, les avis prennent la voie de l'expérience partagée. Le conférencier tient à le souligner. il n'a pas de vérité à vendre. *« On va parler de l'équilibre vie perso-vie pro, de comment on s'y prend pour communiquer, interagir avec les autres parce que cela à voir avec cette question-là et on va parler de management, de reconnaissance et à ce qui touche au sport de haut niveau »*, annonce-t-il.

L'interaction avec la salle remplie d'exploitants et autres responsables d'entreprises agricoles peut alors commencer. La matinée déroule une succession d'exercices qui abordent des problématiques aussi variées que la question du langage, de la communication, de la priorisation des tâches au sein de son exploitation et/ou entreprise, du temps de tra-

Sur le web
Plus d'infos sur
lebimsa.msa.fr

vail, du management, de la recherche de la performance… Chaque fois ils aboutissent à des recommandations mises à disposition des professionnels agricoles invités à s'en saisir selon leur envie et leur besoin.

Premier outil à maîtriser : le langage. Il faut exercer une vigilance accrue au niveau des expressions toutes faites qu'on utilise au quotidien sans prendre garde au sens et à la représentation du monde qu'elles colportent, pouvant être anxiogènes ou malveillantes pour ses proches comme pour ses coéquipiers. Tour à tour, les formules automatiques passent sur le grill du conférencier qui sollicite la contribution des participants pour cette opération à cœur ouvert visant à en débusquer les sens cachés afin de les battre en brèche en tout lucidité et les « *gommer ou les éliminer* » à jamais. Jetez donc aux oubliettes la formule : *« Et surtout bon courage.* » Ou alors en user avec modération. Partant d'une bonne intention, elle renvoie *« dans les faits à un message de résignation »*. Elle ne s'applique pas à toutes les situations. Autre phrases abusive : *« Oui mais le problème, c'est que… blabla blabla… »* Et la salle rit comme prise en défaut. Ceux qui débutent ainsi leur propos *« considèrent que la vie est problème »,* affirme le conférencier. Loin de lui l'idée de soutenir le contraire. *« La vie est problème et opportunité,* dit-il. *Elle est choses neutres, complexes, et choses fantastiques, dramatiques, extraordinaires, etc. La vie est tout ça. »* Il s'agit juste de ne pas oublier *« de regarder aussi les choses qui vont ».* Même défiance à avoir pour : *« Laisse tomber, ça ne marchera jamais. »* Une telle réplique trimballe une position péremptoire, définitive et castratrice pour le collaborateur ou le proche qui la reçoit. *« On ne peut pas savoir ce qui marchera dans le futur. Il faut essayer. »* À la place, selon l'expérience, *« on peut dire, c'est compliqué, il y a des risques… »,* conseille le conférencier. Derrière la plongée dans les mots et idées préconçues avec ce que cela charrie en termes de vision du monde et de charges négatives, sont prodiguées des recommandations qui servent à tisser une relation de qualité avec ses salariés ou ses proches.

S'assurer de la réception des messages

S'ensuit un jeu interactif qui poursuit l'exploration de la relation interindividuelle, cette fois sous l'angle de la communication. Dans le dossier remis à l'entrée par les animateurs de la MSA, chaque participant dispose d'une fiche titrée « Derrière les mots », contenant plusieurs mots avec pour consigne de mettre devant chacun le premier terme qui vient à l'esprit. « Liberté », « équipe », « amour », « chef femme », « livre », « moi » et « démocratie » sont ainsi proposés. Une dizaine de minutes plus tard, le test instaure un échange ludique et divertissant. *« Je veux en venir à quoi avec cet exercice ? »,* questionne Nicolas Raimbault. *« C'est important de préciser sa pensée »,* répond-il. La bonne communication implique la bonne expression, le fait de peser le sens de chaque mot est important. En même temps, il faut garder à l'esprit la conscience de leur ambivalence : *« chacun y met des notions différentes. »* Avec au bout le risque de générer de *« l'incompréhension partagée possiblement. »* Le conférencier interpelle les exploitants : *« Est-ce que cela vous est arrivé de vous dire : "Je lui ai dit de faire ça. C'est quand même évident" ? »* Pour éviter ce type de quiproquos et/ou de colère chez soi comme au travail, il faut s'assurer à chaque fois que l'on met la même chose derrière les termes. *« Comment ? »* En s'appuyant sur le principe qu'il n'y a *« d'évidences que celles qui sont partagées, celles sur lesquelles on va s'accorder »* et en vérifiant que l'interlocuteur a bien reçu le message, soit en reformulant celui-ci, soit en lui demandant s'il a bien saisi. Quel est l'enjeu de cette compréhension mutuelle ? La réponse de Nicolas Raimbault le rattache au thème de la journée portant sur l'organisation et la gestion de notre temps »: *« Si je veux mieux le gérer mon temps, j'ai tout intérêt à avoir à l'esprit que derrière les mots l'autre comprend potentiellement autre chose et que c'est mon devoir à moi de m'assurer à travers la reformulation que la personne a bien compris. Sinon, c'est là que je perds du temps, de l'énergie, de l'engagement. »*

Autre point essentiel abordé qui complète les focus sur le langage et la communication, la notion de perfection au service de la performance de son activité. *« Elle n'existe pas. C'est un fantasme. Courir après peut abîmer »,* assure Nicolas Raimbault qui cite l'exemple des joueurs de tennis Rafael Nadal et Roger Federer. Ces deux champions n'ont pas toujours gagné, pourtant ils illustrent bien la notion d'excellence, une qualité préférable à la quête de la perfection. Leur talent : aligner régulièrement des performances. C'est pour laisser entrevoir ce nécessaire équilibre à maintenir ou à organiser pour résister à la fatigue et à la pression que l'ancien sportif montre l'intérêt qu'il y a à associer performance et endurance. Pour l'activité, c'est crucial : il faut réussir à durer. *« L'excellence,* à l'en croire, *c'est la capacité à réitérer des hauts degrés de performance, de façon durable dans le temps tout en se donnant le droit à l'erreur. »* Au-delà des pratiques à bannir dans les relations de travail, des réflexes à adopter par rapport aux activités importantes ou urgentes à prioriser, il y a un rappel aux fondamentaux : la vie est courte pour se mettre des chaînes aux pieds et s'engoncer dans une vie de souffrance et de labeur. *« Il faut célébrer ce que l'on fait au quotidien,* indique l'intervenant . *C'est un exploit de faire ce que vous faites chaque jour. Ce n'est pas la banalité. »*

Fatima Souab

« Quand tu vas aux réunions, tu ne travailles pas »

« Quand tu vas aux réunions, tu ne travailles pas. »* Cette sentence d'un agriculteur de 86 ans est celle du père de Pascal Cormery, président de la MSA Berry-Touraine, de la CCMSA et avant tout agriculteur au nord du département de l'Indre-et-Loire en production de porcs, de céréales et viande bovine. Il ouvre le forum en posant d'emblée le cadre et l'enjeu de la réflexion engagée sur la notion de travail en milieu agricole. *« Lui ne comprenait pas qu'on pouvait faire autre chose que de rester sur l'exploitation : aller se former, prendre des congés. Il y a une vraie évolution aujourd'hui. »* Il rappelle l'équilibre à instaurer entre l'entreprise et la vie personnelle, les liens avec la famille, son enfant, l'épouse, le conjoint et les hobbies. *« Le temps passe vite. Il faut savoir accepter d'en prendre. Pour la distraction, et aussi pour mieux réfléchir au fonctionnement de son entreprise, pour savoir si on est dans le bon timing. Si on a le nez dans le guidon et qu'on ne lève pas la tête, à aucun moment, on n'est capable de réfléchir pour savoir si ce qu'on fait est vraiment pertinent ou pas. »

© Gildaas Bellev/Le Bimsa

Théâtre chanté

« J'suis pas vieux, j'suis vintage »

Sept retraités agricoles montent sur les planches le 30 novembre à Plougonver (Côtes-d'Armor) pour jouer une pièce sur le vieillissement en milieu rural. Voilà l'aboutissement d'un projet expérimental– alliant ateliers de prévention et techniques théâtrales – monté par deux travailleurs sociaux de la MSA d'Armorique.

Solange rêve d'un beau voyage en Italie. Pas facile de le concrétiser quand il faut s'occuper tous les jours d'Eugénie, sa maman nonagénaire hébergée chez elle, et convaincre Marcel, son mari agriculteur à la retraite, de prendre du temps pour lui. D'autant qu'il veut rester très présent, à en devenir parfois étouffant, auprès de leur fille Catherine qui a repris leur exploitation. Le fils Pierre, quant à lui, poursuit une carrière de chef d'entreprise à des centaines de kilomètres de là, loin des tracas de la vie de famille, et revient de temps en temps, avec son statut d'enfant prodigue, ce qui provoque des tensions avec Catherine. Faute de balade en gondole, Solange, en attendant mieux, prépare des plats de pâtes et du tiramisu qu'elle partage avec les copines qui viennent en visite... Nous faisons également connaissance avec Léon, le salarié agricole en retraite, célibataire, à la recherche de contacts pour rompre son isolement, qui trouve heureusement la porte toujours grande ouverte chez Marcel et Solange.

Tel est le petit monde dans lequel nous plonge la pièce *J'suis pas vieux, j'suis vintage,* écrite par Ludivine Gravier et Julie Carfantan, travailleurs sociaux à la MSA d'Armorique, qui s'inspire, bien sûr, de leurs observations sur le terrain. Elle est l'occasion d'aborder la question du vieillissement avec humour, mais aussi de susciter la réflexion sur le passage à la retraite, les solutions à mettre en œuvre pour se maintenir en forme et rencontrer du monde, les relations avec les enfants et petits-enfants, la situation d'aidant familial, l'accessibilité du logement quand on avance en âge… Le projet expérimental qu'elles ont lancé mêle techniques théâtrales chantées et ateliers de prévention.

Il bouscule même la place du travailleur social, puisque Ludivine et Julie font elles aussi partie intégrante de la troupe. *« Nous avons moins notre position d'expert. Nous sommes tous embarqués dans la même galère,* disent-elles. *Nous travaillons sur un autre mode et sur le long terme. Pour nous préparer à jouer la pièce, nous avons mis en place diverses séances : yoga du rire, repas en commun avec une diététicienne, sophrologie pour la gestion du stress et des émotions, ateliers mémoire adaptés, venue d'un professeur de chant pour travailler la respiration… »* Par cette initiative d'expression scénique proposée à des assurés agricoles volontaires, c'est toute une série de séances de prévention santé qui s'enchaînent *« de manière moins descendante. Le théâtre et le chant permettent de se reconnecter au plaisir de créer, de jouer, de se sentir bien et de rire avec les autres, de travailler sa mémoire, de puiser dans ses souvenirs, ses émotions, son imagination, d'oublier ce corps qui a vieilli, les petites et grandes blessures, les incapacités, les peurs… »*

Sur le web
L'annonce de la pièce en vidéo
https://youtu.be/iZMgJy__qYc

La crise sanitaire a quelque peu chamboulé le timing. Sur 21 séances initialement prévues, 14 ont finalement eu lieu. *« Pour conserver le lien pendant les périodes de confinement, nous avons mis en place une gazette afin de partager le quotidien et donner des nouvelles de chacun »*, poursuivent Julie et Ludivine. Il a donc manqué un peu de temps à la troupe pour mener le projet jusqu'au bout et présenter la pièce à une salle remplie de spectateurs, mais la représentation a été donnée le 30 novembre à huis clos, textes en main. Avec le plaisir et la fierté d'avoir relevé le défi, de jouer et chanter ensemble, et même de partager un mémorable fou rire sur scène. Ludivine Gravier et Julie Carfantan se demandent déjà si elles ne pourraient pas transposer cette initiative auprès d'autres publics. Solange, quant à elle, a réussi à partir pour l'Italie avec Marcel. Aujourd'hui, elle concocte des nems et des rouleaux de printemps…

Gildas Bellet

Témoignages

Photos : **Gildaas Bellet**

Rémi Queffelec (dans le rôle de Marcel) : « Quand on a la responsabilité d'une ferme, on a toujours le nez dans le guidon, 365 jours par an. Pour moi, le théâtre est une découverte totale. Pendant notre vie, on a fait de l'agriculture, mais pas beaucoup de culture. Je parcours 70 km pour venir retrouver le groupe, c'est un moment de détente. Les confinements ont un peu cassé le fil conducteur ; nous avons eu l'impression de devoir reprendre à zéro et de réapprendre le texte. Il y a aussi les chansons. La chanson, ça se travaille. Bientôt, dans mon cerveau, il y aura plus de trous que de fromage… »

Jacqueline Oger (dans le rôle de Solange) : « Le spectacle englobe tout ce qui touche à la vieillesse. La pièce, très construite, synthétise bien les points importants auxquels il faut s'atteler quand on arrive à notre âge : faire fonctionner la mémoire, être vigilant sur l'alimentation, continuer à travailler sur soi après l'activité professionnelle, se stimuler pour bien vieillir et se trouver une nouvelle vie. De nombreuses questions sont soulevées : l'isolement, le célibat en agriculture, les petites retraites… Dans le groupe, on partage quelque chose, comme notre métier d'agricultrice. On se comprend ; il y a une âme, le lien à la terre, l'investissement. Le suicide en agriculture, c'est lié au cœur que les gens mettent pour leur exploitation. »

Anna Lemaître (dans le rôle de Léon) : « J'étais agricultrice en élevage laitier. Je n'ai pas d'enfant, c'est mon neveu qui a repris l'exploitation. J'avais fait du théâtre jeune et je voulais bien recommencer. Dans la pièce, on m'a proposé de jouer le rôle de Léon, un homme qui vit seul. J'ai d'abord hésité et finalement, j'ai accepté. J'interprète notamment *La Tendresse* [chantée par Bourvil et souvent reprise] ; c'est une chanson que j'ai beaucoup entendue au poste et je suis habituée à chanter. C'est une belle aventure et les ateliers font du bien. »

Ludivine Gravier (dans le rôle de Catherine) « Nous avons abordé les thèmes de la reconnaissance de la place de l'enfant dans la fratrie fréquemment exprimée par les aidants, la mémoire, la relation amoureuse... La chanson a amené du dynamisme, un côté décalé. »

Jean-Jacques Badoual (dans le rôle de Pierre) : « Nous devions jouer la pièce en juin 2020 mais la pandémie nous en a empêchés. Pour nous accompagner, des professionnels du spectacle sont intervenus, des ateliers ont été proposés : mémoire, sophrologie, relaxation, yoga du rire... Autant d'activités proposées aux retraités pour leur permettre de bien vieillir. L'écriture de la pièce s'appuie sur ce que les assistantes sociales ont entendu sur le terrain et les réponses que la MSA peut offrir face aux situations rencontrées. »

Maryvonne Legac (dans le rôle d'Eugénie) : « J'étais un peu stressée pendant la représentation. Mais on y est arrivés, même si on aurait pu faire mieux. Les situations présentées, je les connais. J'ai été aidante pendant huit ans, avec maman à la maison. J'avais de l'aide quatre heures par semaine, comme cela je pouvais m'échapper un peu. »

Lydie Le Cam (dans le rôle de Gisèle) : « Ma mère, décédée il y a quatre ans, m'a demandé sur son lit de mort de prendre mon frère dépendant en charge. C'est très lourd. S'accorder des pauses fait le plus grand bien. J'ai participé à un séjour répit d'une semaine à Port Manec'h en 2019. Les moments avec le groupe pour cette pièce permettent aussi de se détendre. »

Mireille Larvor (dans le rôle de Marie-Thérèse) : « Ici, on rencontre d'autres personnes. Les ateliers ont démarré à l'automne, une période où on fait moins de choses. Avec cette animation proposée en milieu rural où il n'y a pas grand-chose, nous disposons d'une occasion de contact avec d'autres. Il y a une bonne cohésion dans le groupe et de la bienveillance. »

Julie Carfantan (dans le rôle de l'assistante sociale) « En amont, nous avons présenté le contenus des ateliers au groupe : alimentation, mémoire, chant, relaxation... Les exercices étaient adaptés au texte. Au fil des séances, nous avons appris à découvrir chacun. »

© Franck Rozé/Le Bimsa

Un chef en Marpa

Rêve en cuisine

Dans le Pas-de-Calais, à quelques encablures de Béthune, le chef Maxime Leplat vient former à la cuisine gastronomique les salariées des Marpa de Locon et de Richebourg. Ce n'est pas un énième épisode d'une émission de télé-réalité culinaire. Mais une belle initiative de solidarité en cuisine.

La Marpa de Locon brigue sa première étoile au guide Michelin. En invitant derrière les fourneaux le chef Maxime Leplat (ça ne s'invente pas), de Béthune – qui se qualifie lui-même de *« fabricant de goûts »* et de *« cuisinier militant »* – le responsable de la maison d'accueil et de résidence pour l'autonomie (Marpa), Cédric Briche, a frappé fort dans les papilles (et les mamilles). Jugez plutôt : petite salade de blé apéritive en promenade avec ses chips au tapioca parsemées de quelques tourbillons de compotée à l'échalote et aux herbes sauvages, accompagnée d'une déclinaison de petits cakes confectionnés autour du céleri ; salade de harengs pommes à l'huile qui nagent la brasse, avec ses copains les pickles d'oignon rouge, dans une émulsion de patate fumée sous l'œil attendri de chips de pommes de terre bleues maître-nageuses ; cassoulet pressenti comme *« un truc de dingue »* avec des vrais lingots du Nord dedans (riche !) ; dessert à la poire du verger d'à côté au potimarron et à la butternut.

« De la terre à l'assiette, et de l'assiette au bien vieillir », entonne Cédric Briche, qui se reconnaît également dans les paroles de la chanson *La Petite valse* interprétée par Gérard Lenorman : *« Moi j'donne du rêve à tous les gens qui traînent des souvenirs cassés. »* Comme souvent, l'histoire de cette aventure débute par une rencontre. Celle d'un chef joufflu de la panse et altruiste, toqué du désir de transmettre sa passion, avec un directeur de structures au taquet, hyper inventif et altruiste itou, toujours en quête de ce qui peut renforcer le bien-être de ses résidents et de

« Quand on arrive à un certain âge, les plaisirs sont plus restreints, estime le chef Maxime Leplat. Notre boulot, c'est de faire plaisir aux gens. »

—

ses salariés. Un soir, après être allé dîner chez Maxime, Cédric regagne ses pénates avec une idée dans la tête : avant de se lover dans les bras de Morphée, il écrit sur des post-it son projet. Et si le maître queux venait former les salariés des Marpa de Locon et Richebourg à la cuisine gastronomique pour servir aux résidents un repas hors du commun ! Et si, en retour, les salariés rejoignaient la brigade du chef dans son restaurant, à Béthune, pour servir aux résidents invités en salle une excursion culinaire dont Maxime a le secret ! Et si, cerise sur le waterzooï, ces quatre sessions en tout étaient déclinées sur le rythme des quatre saisons, avec des produits locaux… Bingo !

« Quand on arrive à un certain âge, les plaisirs sont plus restreints, estime Maxime. *Notre boulot, c'est de faire plaisir aux gens. »* Et sa façon à lui de le faire passe par la transmission : c'est ainsi qu'il reçoit ses clients dans son établissement, à l'angle du boulevard Kitchener – qui signifie *« cuisinier »* en anglais – et de la rue Anatole France, en leur proposant un partage singulier en coulisse. Là, il emmène ses convives à la découverte des producteurs locaux – *« qui il est, comment il travaille, pourquoi son produit a été sélectionné »* – et il en arrive, par exemple, comme un œnologue, à faire goûter les différents cépages de la betterave, à comprendre ce qui se passe au niveau de la graine classique non hybride de ce végétal et *« Pourquoi ce psychopathe de maraîcher n'arrose pas ses légumes ! ». « Je fais du stand up avec les assiettes »,* explique le chef-performeur.

À la Marpa de Locon, en cuisine, Catherine et Camille ont la patate. Ces deux salariées polyvalentes de la structure finissent de sertir un chariot porte-assiettes. *« Nous ne sommes pas cuisinières de formation,* témoignent-elles. *Maxime nous a appris plein de petits trucs qui nous serviront dans la préparation de nos repas, désormais. Avec lui, c'est zéro déchet : les os de poulet, on les passe au four et ils finissent en base liquide de type fond de veau ; même traitement avec les arrêtes de hareng : elles se transforment en sauce ! C'est très enrichissant. »* À l'instar de l'émission diffusée sur M6, *Cauchemar en cuisine,* dans laquelle le chef Philippe Etchebest intervient auprès de restaurateurs en difficulté, Maxime Leplat est venu leur parler. *« Je leur ai dit : vous pouvez y arriver ! Elles ont bu mes paroles. Puis on s'est mis au travail de façon intelligente, en se répartissant les tâches, comme avec ma propre brigade. Nous avons listé les producteurs locaux et nous avons proposé à la direction deux menus. Puis nous avons rédigé les bons de commande, les fiches techniques et nous sommes entrés dans le vif du sujet. Elles étaient à fond : elles m'envoyaient même des SMS pour me demander conseil. Cette expérience les a reboostées, je crois. »* Avant de conclure : *« Si nous ne voulons pas voir s'appauvrir la cuisine française, nous avons l'obligation, nous les chefs, de passer l'information. La cuisine, c'est 50 % de boulot, le reste, c'est de la découverte ! »*

Alors le jour J, c'est découverte et ravissement de tous les sens. Sur la pelouse de la Marpa, les machines d'exercice physique attendent les résidents. Mais ce sera pour plus tard, peut-être, après le repas. Dans la salle de vie collective, les tables sont dressées. En cuisine, les quatre salariées de la Marpa de Locon s'activent autour du chef pour les derniers préparatifs. En salle, deux salariées de la Marpa de Richebourg sont venues prêter main-forte au service. Après les discours d'usage, dont celui de Dominique Vermeulen, président de la MSA Nord-Pas de Calais et de la fédération des Marpa du secteur, sonne le début de l'agape (il était temps, les ventres criaient famine en ch'ti !). Et d'ailleurs, pour parler autant à la « panche » qu'à la « tiête », Cédric Briche a convié l'humoriste patoisant Bernard Cocq à ponctuer de courts intermèdes l'événement. Hilarant ! Qui dira encore qu'on se ne « Marpa » ? Sur son compte Facebook, le comédien rappelle une vérité première en écrivant que *« Si ché dins l'journal, ché qu'cha do êt' vraimint bien ! »*

L'auteur de cet article ne comprend pas le ch'ti mais il est bien d'accord.

Franck Rozé

Photos : **Franck Rozé/Le Bimsa**

Indemnité inflation

Pour qui, pour quoi, comment ?

L'indemnité inflation est une aide exceptionnelle et individuelle de 100 € à la charge de l'État. Elle est versée à 38 millions de personnes résidant en France afin de *« préserver le pouvoir d'achat des personnes les plus vulnérables et des classes moyennes face à la hausse des prix constatée au dernier trimestre 2021 »*. Pour qui, quand et comment est-elle versée ? Explications.

© Franck Beloncle/CCMSA Image

1

Pour qui ?

On peut prétendre à cette indemnité si l'on est actif, étudiant, bénéficiaire de certaines prestations familiales ou sociales, si l'on est invalide ou retraité, et si ses revenus d'activité ou pensions d'invalidité ou de retraite sont inférieurs à 2 000 euros nets en moyenne par mois (2 600 euros bruts) entre le 1er janvier et le 31 octobre 2021.

2

Salariés et chefs d'exploitation

L'indemnité est versée entre décembre 2021 et février 2022 aux salariés, y compris en période de congé (maladie, maternité), par leur employeur, à l'exception des salariés en congé parental d'éducation pour qui l'indemnité sera versée par la CAF ou la MSA. Pour les chefs d'entreprise ou d'exploitation, les conjoints collaborateurs ou les aides familiaux agricoles, la MSA a versé directement l'aide mi-décembre si elle connaissait déjà les coordonnées bancaires. Les revenus d'activité de l'année 2020 seront ceux pris en compte.

3

Retraités et étudiants

Les retraités du secteur agricole bénéficieront de l'aide par le biais de la Carsat de leur région ou de leur MSA en février 2022, sur la base du montant de leur pension de retraite de base et complémentaire, y compris une éventuelle pension de réversion, d'octobre 2021.
Pour les étudiants non boursiers, sans activité professionnelle, quel que soit l'âge, et qui perçoivent une aide au logement de la part de la MSA, cette dernière leur versera l'indemnité inflation en janvier 2022.

4

Autres situations

Les bénéficiaires, en octobre 2021, de l'une des prestations suivantes, recevront l'indemnité inflation par l'intermédiaire de la MSA en janvier 2022 : allocation aux adultes handicapées (AAH), revenu de solidarité active (RSA), allocation supplémentaire d'invalidité (ASI), allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA), prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE à taux plein), aide financière à l'insertion sociale et professionnelle (Afis), revenu de solidarité Outre-mer (RSO), aide à la vie familiale et sociale (AVFS) si pas d'autre pension de retraite perçue d'un autre organisme que celui de la MSA. Dans ce cas, ce sera cet organisme qui versera l'aide.
Si la pension d'invalidité perçue du régime agricole est inférieure ou égale à 2 000 euros en octobre 2021, la MSA versera l'indemnité inflation en janvier 2022.

5

Période de calcul du revenu de référence

Pour les salariés, la période de référence est calculée du 1er janvier au 31 octobre 2021, ou depuis le début de la relation de travail avec l'employeur, si elle est postérieure. Pour les exploitants agricoles, la période de référence est celle l'année 2020 – dernier revenu connu.
En cas de début d'activité en 2021, la condition n'est pas vérifiée. Pour les revenus de remplacement (retraites, invalidité, chômage), le revenu de référence sera apprécié sur le mois d'octobre 2021.

Sur le web
https://www.msa.fr/indemnite-inflation

Concours le Pré Vert

un séjour à gagner !

Avec Le Pré Vert, le concours des élèves en milieu rural, participe à la lutte contre les discriminations en recueillant le témoignages des personnes agées de ta commune.

* Remise des prix à Paris

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

AVMA

Solidel

junior

Familles rurales

msa santé famille retraite services